

« On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels » (Anatole France, écrivain)



Variations en bourse des trusts européens de l'armement depuis un an

Pages 2 et 3

**CONTRE LE RACISME
ET L'EXTRÊME DROITE**

DÉGAGEONS LES!

**MANIFESTATION
SAMEDI 22 MARS**

« Pour l'unité
du peuple
contre
le racisme,
pour stopper
l'extrême droite
et ses idées,
pour dégager
Macron, Bayrou
et Retailleau »

■ TRIBUNE LIBRE ET OPINIONS

Munich 1938 ?

Page 14

■ PALESTINE

Libération du Dr Abu Safiya !

Page 8

■ ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Trump, le symptôme de la crise chronique du capitalisme

Page 12



Manifestation du 8 mars à Paris.



Une centaine de manifestants rassemblés devant la préfecture de Moselle hier à Metz contre les suppressions de postes et de classes.



« On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels » (Anatole France, écrivain)

Pierre Valdemienne

Le journal patronal *Les Echos* a publié lundi 3 mars l'évolution des valeurs européennes de la défense en Bourse depuis un an : l'étude révèle que les principales entreprises d'armement (Thales, Rheinmetall, Dassault Aviation...) ont vu leur cote exploser depuis le début de l'année (cf. graphique en page une) suite aux déclarations de Trump sur la nécessité d'augmenter les budgets de guerre à 5 % du produit intérieur brut (PIB).

L'« explication de texte » de Trump et Vance à l'encontre de Zelensky, qui vaut, rappelons-le, plus pour les gouvernements d'Europe que pour l'Ukraine, a fourni une formidable opportunité à Emmanuel Macron, au plus mal dans les enquêtes d'opinion, pour se déployer sur tous les fronts : comme au temps du Covid-19, celui du « Nous sommes en guerre », le chef de l'Etat prépare les esprits au pire, avec à l'appui, une intense campagne politico-médiatique.

« RENFORCER NOTRE INDÉPENDANCE EN MATIÈRE DE DÉFENSE », VRAIMENT ?

Dans son allocution, Emmanuel Macron a déclaré : « il nous faut nous équiper davantage, hausser notre position de défense et cela pour la paix même, pour dissuader ». S'armer pour la paix ? Vraiment ? En août 1937, deux ans avant le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, Léon Trotsky réaffirmait ce qui peut paraître une banalité : « En lui-même, le développement des armements conduit à la guerre, pas à la paix. » (in « Devant

une nouvelle guerre mondiale »). C'est un fait, qui a été malheureusement confirmé maintes et maintes fois par l'Histoire.

Le président de la République a également affirmé : « il nous faut faire plus, renforcer notre indépendance, en matière de défense et de sécurité ». Mais de qui se moque-t-on ? L'étude annuelle du très réputé institut Stockholm International Peace Research Institute (Sipri) sur les exportations d'armes, publiée ce lundi 10 mars, indique que : « Les Etats européens attendent encore la livraison de 500 avions de combat et de nombreuses autres armes commandées aux Etats-Unis. ».

Dans un rapport publié la semaine dernière, la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) détaille les leviers qu'actionne Washington pour inonder le vieux continent de ses F-16, Apache et autres missiles, et en conclut : « Les garanties de sécurité auront un prix désormais bien plus élevé pour les alliés européens, lesquels pourraient entre autres se voir imposer d'opérer prioritairement des systèmes d'armes américains. ». De quoi faire dire au journal patronal *Les Echos* (idem) : « La dépendance de l'Europe aux armes de l'oncle Sam se renforce. ».

LA COURSE À L'ÉCONOMIE D'ARMEMENT : UNE DOUBLE VERTU POUR LE CAPITAL

En réalité, la course à l'économie d'armement a une double vertu : politique et économique. D'une part, faire pression sur les peuples pour leur faire accepter l'« effort de guerre » au détriment des « dépenses sociales » (retraites, Sécurité sociale, services publics...). Et d'autre part, offrir aux

montagnes de capitaux qui ne parviennent plus à se valoriser dans le cadre du marché mondial qui étouffe, un débouché que l'économie « classique » ne peut plus aujourd'hui leur offrir.

Au même moment où les entreprises d'armement font des bonds faramineux en bourse, les entreprises de la « tech » américaines s'effondrent. Tesla perd près de 800 milliards de dollars en trois mois. Les « Sept magnifiques » de la tech perdent 750 milliards de dollars en une séance, lundi 10 mars. C'est la putréfaction du système capitaliste, son incapacité à résoudre ses contradictions inhérentes, ce que Marx a analysé en son temps, à savoir la « baisse tendancielle du taux de profit », c'est cela qui emmène à la militarisation générale. Ou pour reprendre

une célèbre citation de Jean Jaurès : « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ».

Celui qui explique le plus clairement les choses est sans doute le journaliste économique, Eric Le Boucher, dans *l'Opinion* (10 mars) : « Défendre la France et l'Europe, impose concrètement de demander plus de travail aux Français, départ plus tardif en retraite, conservation des seniors dans l'emploi, entrée plus rapide des jeunes et exigence renforcée pour les chômeurs de se réformer et d'accepter le travail existant. ». Au moins, les choses sont dites clairement.

Comme à leur habitude, les dirigeants du Parti socialiste leur emboîtent le pas, dans une « couverture à gauche » de la position de Macron : en substance, disent-ils, « oui à l'« effort de guerre » mais un effort partagé par le capital et le travail ». C'est la déclaration de François Hollande, invité du *Grand Jury* (9 mars) : « L'union nationale, c'est la participation de tous. S'il y a un effort à faire il doit être partagé. Si on demande aux uns de contribuer davantage, il faut demander la même chose aux plus fortunés. » Sous une forme plus « sioux », c'est la une du journal *L'Humanité* du 6 mars : « Pour

« Défendre la France et l'Europe, impose concrètement de demander plus de travail aux Français, départ plus tardif en retraite, conservation des seniors dans l'emploi, entrée plus rapide des jeunes et exigence renforcée pour les chômeurs de se réformer et d'accepter le travail existant. » (l'Opinion, 10 mars)

la guerre, pas d'austérité ». Il y a quand même une certaine fourberie à faire croire que ce ne serait pas aux peuples de payer la guerre. Et quand bien même des combinaisons seraient trouvées pour masquer ce fait, la guerre, c'est la ruine de la civilisation et de l'humanité. Sur ce point également, cela a été confirmé maintes fois dans l'Histoire. « Les guerres, ce sont des gens qui ne se connaissent pas et qui s'entretuent parce que d'autres gens qui se connaissent très bien ne parviennent pas à se mettre d'accord » écrivait Paul Valéry. Mais à l'opposé de ce dispositif qui vise à permettre au pouvoir de se maintenir en place et d'avancer sur l'« effort de guerre », il y a l'état d'esprit des travailleurs, qui refuse, et qui

s'exprime de mille et une manières : ce sont les enquêtes d'opinion, qui montrent que deux tiers des Français sont contre l'envoi de troupes militaires en Ukraine (sondage CSA, 5 mars). C'est la réponse de la vice-présidente de l'Unef, Salomé Hocquard, à la question du plateau de BFM TV : « Prête à vous engager ? » : « Non. Pas du tout. » (10 mars). C'est le tweet du président de la confédération française de l'encadrement (CFE), François Hommeril : « Vous l'entendez la petite musique ? Le discours des va-t'en guerre... les efforts nécessaires... les coupes budgétaires... sans augmenter les impôts... Et pendant ce temps-là, 2024, année record de dividendes et de rachat d'actions ». Ou encore le communiqué de la confédération Force ouvrière, qui déclare : « (...) FO ne veut participer ni à l'instrumentalisation, ni à l'intégration des organisations syndicales de salariés dans une économie de guerre, synonyme de renoncement et d'abandon des revendications des travailleurs. ». Ce sont ces pancartes contre la guerre faites à la main par des manifestants à l'occasion de la manifestation du 8 mars ou dans ces rassemblements d'enseignants et de parents d'élèves (cf. photos).

C'est dans cette situation que LFI prépare les manifestations qui auront lieu partout dans le pays samedi 22 mars « pour l'unité du peuple contre le racisme, pour stopper l'extrême droite et ses idées, pour dégager Macron, Bayrou, Retailleau », qui intègre aussi, de fait, la question de la guerre.

(1) Locution latine : « Si tu veux la paix, prépare la guerre »

Communiqué de presse du Stockholm International Peace Research Institute (Sipri)

– L'Ukraine est devenue le premier importateur d'armes majeures au monde au cours de la période 2020-2024, ses importations ayant été multipliées par près de 100 par rapport à 2015-2019.

– Les importations d'armes des Etats européens membres de l'Otan ont plus que doublé entre 2015-2019 et 2020-2024 (+ 105 %). Les

Etats-Unis ont fourni 64 % de ces armes, une part substantiellement plus importante qu'en 2015-19 (52 %).

– (Au niveau mondial), les exportations d'armement des Etats-Unis ont augmenté de 21 % entre 2015-2019 et 2020-2024, et leur part des exportations mondiales est passée de 35 % à 43 %.

10 mars 2025 ■



Post X du rappeur marseillais Akhenaton (8 mars)

« 57 % des jeunes seraient prêts à s'enrôler en cas de guerre et 42 % prêts à mourir au combat ? Je ne sais pas où LCI a trouvé ces chiffres, ou oui plutôt, je sais. Mais dans notre entourage (tous milieux confondus) le pourcentage de jeunes prêts à mourir au front est environ de... 0 %. Notre sondage à la volée me paraît beaucoup plus proche de la réalité. »

« Le passage à l'économie de guerre a pour but d'ouvrir une ère d'expansion et d'accumulation pour les capitaux »

■ Note de blog de Jean-Luc Mélenchon, « L'après Trump consiste à obéir à ses demandes ? », 7 mars 2025 (extraits)



« La montée des tensions dans le monde est une politique délibérée. Elle provoque d'ores et déjà une montée en puissance des dépenses militaires qui sont une ponction considérable sur les moyens des États. Elle réduit d'autant la capacité d'action de la planification écologique et sociale dont les pays ont besoin. Ils pensent y trouver leur compte.

Le passage à l'économie de guerre a pour but aux USA comme en Europe d'ouvrir une ère d'expansion et d'accumulation sans risque pour les capitaux flottants dans le monde et l'énorme réserve d'épargne disponible. Dans le même temps, il s'agit de reconstituer une capacité productive industrielle. Cela après des années de délégalation de toutes les productions manufacturières aux pays extérieurs dont les salaires et l'indifférence écologique permettraient une brutale diminution des coûts de production. Mais on est loin de partir de rien dans ce domaine. Les dépenses militaires dans le monde ont été de 2 400 milliards de dollars en 2023. Avant l'élection de Trump ! C'est l'équivalent de deux fois la richesse totale de 80 % des pays du monde ! L'économie de guerre est d'ores et déjà la base de l'économie productive aux USA qui auront dépensé presque mille milliards pour ce secteur. En Europe, le cirque des va-t-en-guerre ne date pas d'aujourd'hui non plus. (...)

L'intervention de la présidente de la Commission européenne ne doit pas faire croire que les pays de l'union débarquent en matière de dépenses militaires. Depuis l'ordre de Trump de porter les dépenses militaires à 2 % de la richesse de chaque pays, quinze d'entre eux ont obtempéré en 2024. Il n'y en avait que dix, un an auparavant. (...)

« 800 MILLIARDS EUROPÉENS ? C'EST LE CHIFFRE DE TRUMP »

Mais pour bien comprendre ce que veut dire l'ordre de Donald Trump de passer à 5 % de la richesse produite par l'Union pour acheter des armes, il faut bien se souvenir qu'il s'agit prioritairement des armes produites par les USA. D'ailleurs, au cours des cinq dernières années, 55 % des importations d'armes en Europe provenaient des États-Unis, contre 35 % dans la période 2014-2018. C'est dire le degré de rapidité à exécuter les ordres des USA sur le vieux continent. Comment s'étonner ensuite que Trump se croie en terrain conquis d'avance quand il parle à ceux qui lui obéissent toujours. (...)

800 milliards européens ? C'est le chiffre de Trump. En effet, au moment même où les dirigeants et la presse française parlent d'un « ressaisissement européen », tout ce qui est annoncé s'inscrit avec précision dans le plan de demandes trumpistes. Voyez les chiffres. Le PIB de l'Union européenne est de 17 000 milliards d'euros. Dès lors, 5 % de ce PIB européen c'est donc bien 850 milliards d'euros. L'annonce de von der Leyen c'est donc pile la somme demandée par Trump ! Le budget militaire correspondant à la demande de Trump, c'est donc quatre fois et demie le budget annuel de l'Union européenne. (...)

En France, il s'agit de passer à 90 milliards par an pour la défense, selon le ministre de la Défense. Dans ce contexte de va-t-en-guerre, c'est un budget annuel en surmultiplié pour répondre à des besoins militaires d'ailleurs jamais définis. Encore une fois, un chiffre en milliards parle peu. Il faut donc comparer pour s'en faire une idée. Ici, 90 milliards, c'est quatre fois et demie le budget de l'écologie (21 milliards), trois fois le budget de la recherche (26,7 milliards) mais surtout, c'est l'équivalent d'une fois et demie tout le budget de l'Éducation nationale (63 milliards)... ■

FO

« Pain, paix, liberté ! »

■ Communiqué de la confédération FO, 6 mars (extraits)

« Lors de son "adresse aux Français", le président de la République a voulu alerter la population sur les bouleversements géopolitiques au niveau international et les menaces qui pèsent sur la sécurité de notre pays et sur la paix. (...)

Ce discours alarmiste et inquiétant, à plus d'un titre, voudrait nous inviter à reconsidérer l'ensemble de nos politiques publiques et met l'accent sur un effort budgétaire sans précédent à réaliser donnant la priorité à la défense et au réarmement. (...) Sans être indifférente à la sécurité

de la nation, FO ne veut participer ni à l'instrumentalisation, ni à l'intégration des organisations syndicales de salariés dans une économie de guerre, synonyme de renoncement et d'abandon des revendications des travailleurs.

FO dénonce les postures va-t-en-guerre et toute escalade guerrière, d'où qu'elles viennent, et continue d'appeler à une résolution pacifique de tous les conflits dans le respect du droit international avec un engagement des autorités françaises en ce sens. »



Le conclave se poursuit sous « le roulement de tambour de l'économie de guerre » (Le Parisien, lundi 10 mars)

Le dirigeant de la CFE-CGC François Hommeril tweetait, jeudi dernier : « Vous l'entendez la petite musique ? Le discours des va-t-en-guerre... les efforts nécessaires... les coupes budgétaires... sans augmenter les impôts... Et pendant ce temps-là, 2024, année record des dividendes et rachat d'actions. Vous l'entendez ? » On ne saurait mieux dire.

Kevin Cayeux

Même avec du plomb dans l'aile, alors que la lettre de cadrage de Bayrou a fait tomber les masques sur l'objectif de réduire le déficit des retraites à l'horizon 2030, objectif que le Premier ministre assigne au conclave, et alors que FO a décidé de claquer la porte : le conclave se poursuit, avec désormais cette injonction à l'effort national de guerre. Les dirigeants des confédérations continuent d'y siéger, dans un programme de réunions de concertations hebdomadaires jusqu'à juin. Dans un contexte où Medef et Macron martèlent l'exemple du Danemark, où l'on va travailler jusqu'à 70 ans pour financer l'effort de guerre... L'union nationale, la fleur au fusil, voilà le thème imposé par toute la presse aux ordres du gouvernement, pour faire accepter les contre-réformes, pour attaquer le régime de retraites.

L'éditorial du journal *l'Opinion* du 10 mars dernier ne s'y trompe pas : « Jamais les planètes

n'ont été aussi alignées pour explorer, au moins pour une partie du système de retraites, la solution de la capitalisation. Elle permettrait le développement d'entreprises françaises au savoir-faire reconnu, particulièrement dans le domaine de la défense, élevé au rang de priorité ». Liquider le régime de 1945, pour acheter des armes : on ne peut plus clair.

Cette logique guerrière de course à l'armement, la CGT entend la dénoncer dans son dernier communiqué en disant : « Pas question de céder aux injonctions de Donald Trump et d'augmenter les budgets militaires pour financer le complexe militaro industriel américain. » Et d'ajouter : « Pas question que la situation internationale ne soit instrumentalisée pour imposer l'austérité, les coupes dans les services publics et la remise en cause des droits et des libertés notamment syndicales. »

Mais dans ce cas, comment les militants peuvent-ils comprendre que leur organisation reste dans le conclave, dont au demeurant l'ordre du jour n'a jamais porté sur l'objectif de

l'abrogation, et alors que Macron demande à faire des sacrifices et des efforts ? Comment comprendre que l'on puisse justifier d'y participer pour « peser sur les négociations », dans un plan de mobilisation qui va... jusqu'à la clôture des concertations en juin ?

Qui peut encore croire que l'abrogation de la réforme des retraites se joue dans le conclave ? Les organisations syndicales qui continuent de siéger peuvent-elles encore cautionner les contre-réformes qui s'y pré-

parent, s'y élaborent, dans le but de détruire le système de retraite par répartition, de faire travailler plus, qui plus est désormais au nom de la guerre ?

Le fossé ne cesse de s'agrandir entre d'un côté, la colère, les aspirations des militants à rejeter la politique du gouvernement, et de l'autre, ce qui apparaît comme le fait de lui apporter une caution en restant dans le conclave, au risque même d'apparaître comme participant à l'imposture d'une prétendue négociation. ■

La vérité du président du Conseil d'orientation des retraites

Dans cette situation qui évolue jour après jour, qu'en est-il du « conclave » sur les retraites ? Le président du Conseil d'orientation des retraites (Cor), Gilbert Cette, vient de déclarer : « l'entrée progressive, plus ou moins explicite, dans une économie de guerre, rendra secondaires, sinon dérisoires, les débats actuels sur l'âge d'ouverture des droits à 64 ans. » Une déclaration qui aurait dû finir de convaincre les dirigeants syndicaux de quitter « la délégation paritaire permanente » ? Pas du tout... Réaction de la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet : « Quand on est président d'une instance comme le COR, on a un devoir de réserve par rapport à des opinions personnelles. » Sans commentaire...

K. C. ■

ÉCOLES > Tarn (81)

« C'est la ministre qui doit répondre sur les revendications de postes et de classes »

■ Trois questions à **Amandine Becker**, syndicaliste au Snudi FO et professeure des écoles

Plusieurs écoles sont mobilisées dans ton département sur les suppressions de postes et de classes, peux-tu nous expliquer ce qui se passe ?

Amandine Becker : Dans mon département, on nous a annoncé 23 fermetures de classes. Le double par rapport à 2024, inadmissible ! Chez les parents, la colère est montée.

Parmi les écoles victimes des suppressions de postes, certaines « roulent » bien et les parents sont scandalisés à l'idée que les conditions d'enseignement se dégradent. C'est le cas à l'école de Couffouleux par exemple.

Le 5 février, les parents d'élèves ont organisé en deux jours un rassem-

blement devant l'école contre la fermeture annoncée d'une classe. La députée LFI a soutenu notamment lors de l'occupation de l'école le 3 mars.

Avec mon syndicat, on a décidé d'organiser un rassemblement avec la FCPE devant l'inspection d'académie de toutes les écoles mobilisées mercredi 5 mars. Pour cela, on a créé un groupe WhatsApp pour rassembler tous les parents mobilisés.

Cela a permis qu'au rassemblement, chaque école soit représentée. Des militants LFI étaient également présents en soutien. Durant l'audience auprès des services académiques, il y avait un délégué parent pour chaque école.

A cette occasion, les parents se sont rendu compte qu'ils n'étaient pas isolés. Et ils ont commencé également à dire : « OK je veux gagner pour mon



Ecole de Verdalle bloquée par les parents, le 11 mars.

Correspondant

école mais aussi pour toutes celles qui se mobilisent contre les suppressions de classes ». Samedi soir dernier, on a organisé une visio avec les parents mobilisés. Mon syndicat a informé les parents de l'appel du comité des écoles et établissements de l'Yonne, mobilisés comme nous contre les suppressions de classes, qui appellent à se rassembler devant le ministère de l'Education nationale samedi 15 mars pour aller chercher les postes. Nous avons décidé d'y envoyer une délégation composée d'une syndicaliste enseignante et d'une maman d'élèves.

La question s'est posée de savoir si elle représenterait son école ou toutes les écoles mobilisées. Elle est mandatée par toutes les écoles mobilisées.

Et du côté des enseignants ?

A. B. : Ça a été plus difficile de les mobiliser. Pour aider à la mobilisation, nous publions de manière quasi quotidienne des communiqués pour informer des mobilisations, de ce qui se passe dans les écoles. Mardi 11 mars, à l'occasion de la tenue du Comité départemental de l'Education nationale, les parents ont décidé d'occuper quatre écoles. Pour préparer ces occupations, nous sommes allés voir les enseignants des quatre écoles pour discuter avec eux, leur expliquer comment ils pouvaient aussi se mobiliser et soutenir les parents. Résultat : c'est un succès ! Depuis le début de la mobilisation,

le syndicat majoritaire, la FSU, est complètement absent.

Nous avons été à l'initiative du rassemblement des écoles mobilisées le 5 mars dernier devant l'inspection d'académie avec la FCPE. Nous l'avions proposé aux autres organisations syndicales. Mais la FSU a dit « non » sous prétexte qu'il serait difficile de mobiliser les enseignants un mercredi après-midi.

Ils ont préféré organiser leur rassemblement habituel à l'occasion du CDEN vendredi 7 mars dernier sans relier les écoles mobilisées : il n'y avait personne ! La mobilisation a contraint les autres organisations syndicales à revenir dans le jeu et à soutenir la mobilisation (voir ci-contre).

Comment vois-tu la suite ?

A. B. : Nous poursuivons la mobilisation dans les écoles avec les parents tant que nous n'obtiendrons pas les annulations de suppressions de classes. Nous ne lâchons rien !

Le syndicat est un outil qui permet d'aider la mobilisation, de coordonner, de relier, d'organiser. Avec la mère d'élèves, nous serons présentes devant le ministère de l'Education nationale samedi 15 mars à l'appel du comité de l'Yonne.

C'est la ministre qui doit répondre sur les revendications de postes et de classes. Ensuite nous verrons bien, mais la question de la grève pour y aller tous ensemble sur nos revendications est bel et bien posée. ■

YONNE

RASSEMBLEMENT
AU MINISTÈRE
SAMEDI 15 MARS
À 14 HEURES À PARIS

« Allons chercher les postes là où ils sont ! »

Communiqué des organisations syndicales FO, FSU, Sud et FCPE

« Depuis le début des opérations de carte scolaire, la mobilisation ne faiblit pas.

Lors du dernier comité technique, le Dasen a présenté un projet de carte scolaire le plus resserré possible : il n'a plus de marge, mais la colère ne redescend pas !

Le comité des écoles et établissements enseignants et parents d'écoles et de collèges de tout le département a lancé l'appel suivant :

« Le budget de misère passé en force ne préserve en rien l'Education nationale, à l'image de l'ensemble des services publics sinistrés. Parents, enseignants, personnels : toutes et tous au ministère pour arracher les postes et les moyens nécessaires ! »

Nos organisations FNEC FP-FO, FSU, Sud Education et FCPE soutiennent pleinement cette initiative et appellent à rejoindre nombreuses et nombreux cette action en direction de la ministre !

24 fermetures de classes dans le premier degré dans l'Yonne !

362 heures en moins dans les collèges (soit l'équivalent de 16 postes)

Des besoins criants en postes d'AESH, de psy EN, de Rased, d'UPE2A et en places dans les structures spécialisées !

Ça ne tient pas !

NON aux fermetures de classes et aux baisses de DHG !

Soyons nombreuses et nombreux pour faire entendre notre refus du saccage de l'Ecole !

Imposons au ministère de créer les postes nécessaires »

DERNIÈRE MINUTE

Des délégations de l'Yonne, du Tarn, de région parisienne, de Gironde (avec une banderole "de l'argent pour l'école, pas pour la guerre"), de Haute-Loire, de Côte-d'Or, de Saône-et-Loire, de l'Oise, d'Indre-et-Loire, etc. ont fait savoir qu'elles seront présentes au ministère le 15 mars.

Soutien au collectif des écoles et des établissements du Tarn

■ Communiqué intersyndical

« Depuis l'annonce du projet de la carte scolaire, les parents, souvent avec les élus et les personnels, se sont mobilisés pour faire entendre leur désaccord avec les suppressions de classe de leur école. Couffouleux, La Pause à Castres, Marie-Curie à Labruguière, Verdalle, Payrin, Rivières, et Saint-Paul-Cap-de-Joux se sont d'abord organisées séparément en informant, en manifestant, en faisant signer des pétitions, en occupant l'école, en interpellant les inspectrices et la directrice académique... pour décider de se regrouper en collectif : chaque situation d'école est particulière mais chacune est légitime à demander l'annulation de la suppression de leur classe ! L'union fait la force !

Nos organisations soutiennent toutes les initiatives du collectif

des écoles et établissements du Tarn !

Vendredi 7 mars, nos organisations ont décidé de boycotter le CDEN en soutien à ces mobilisations. Il est reporté à mardi 11 mars. (...)

En tout état de cause, le collectif des écoles et des établissements du Tarn ne se sent pas tenu par le calendrier : si au soir du CDEN, la directrice académique n'avait pas annulé les suppressions de classes, le collectif ira chercher les postes au ministère samedi 15 mars dans le cadre de l'appel du comité des écoles et établissements mobilisés de l'Yonne !

Ils ont raison : nos organisations soutiennent cette initiative !

NON aux suppressions de classes et aux baisses de DHG ! Imposons la création de tous les postes nécessaires ! »

En bref > Echos des mobilisations

PARIS

Ce mardi 11 mars à Paris, plus d'un millier de parents et d'enseignants ont manifesté de la place de la Sorbonne vers le ministère de l'Education nationale contre les 110 suppressions de postes annoncées qui doivent conduire à la fermeture de 198 classes à la rentrée 2025.

Les députés LFI Sophia Chikirou et Danièle Obono étaient présentes place de la Sorbonne. Dans le cortège, de nombreuses écoles où les classes sont menacées de fermeture étaient représentées avec de nombreux parents d'élèves.

Les délégations avaient préparé des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « Chaque fermeture de classe, c'est

toute l'école qu'on saccage », « Nos enfants ne sont pas des sardines », « L'école publique c'est magnifique, l'école privée, ça pue des pieds ».

Rappelons que le 11 février, 60 % des enseignants parisiens s'étaient mis en grève, 170 écoles étaient fermées et près de 1 500 parents et enseignants s'étaient rassemblés devant le rectorat avec leurs organisations syndicales et le soutien des députés de la France insoumise.

De nombreux directeurs d'écoles étaient également en grève et mobilisés ce 11 mars pour défendre leurs moyens de décharge menacés à la rentrée. Dans la manifestation, une pancarte revenait à plusieurs reprises : « Touche pas à mon directeur/ma directrice ».

MOSELLE



Parents, enseignants de Benestroff.

Correspondant

120 parents et enseignants rassemblés devant la préfecture de la Moselle à Metz contre les suppressions de postes et de classes.

Trente postes sont menacés de suppressions ainsi que 83 classes dans le département de la Moselle. A l'école rurale d'Altviller, les parents d'élèves refusent la suppression annoncée : « Nous avons la chance d'avoir une école rurale avec un effectif réduit avec une équipe enseignante dynamique qui s'entend bien et se complète », explique un parent mobilisé cité dans *Le Républicain Lorrain* du 11 mars. « C'est du grand n'importe quoi ! Il est où le bien-être des enfants et des enseignants ? La baisse démographique est utilisée pour justifier la fermeture d'une classe. Alors que ce serait l'oc-

casion d'améliorer les conditions de travail. (...) Nous parents refusons ces conditions d'apprentissage.

OISE

Grève au lycée Jean-Monnet à Crépy-en-Valois

Des enseignants étaient en grève ce mardi 11 mars contre la suppression de 44,5 heures qui conduirait à charger les effectifs dans les classes. Les grévistes se sont retrouvés sur le piquet de grève devant le lycée avec leurs syndicats Snes, Sud et FO.

Trois enseignants ont été mandatés pour participer au rassemblement devant le ministère de l'Education nationale à l'appel du comité de l'Yonne samedi 15 mars. ■

Universités : 1,5 milliard de coupes budgétaires

1,5 milliard ! C'est le montant pharaonique des coupes budgétaires imposées par le gouvernement Macron-Bayrou à l'Enseignement supérieur et à la Recherche. Sur l'autel du capitalisme et de la marche à la guerre, les universités, la jeunesse et les chercheurs sont sacrifiés.

Rémi Caliméro

A Paris 1 Panthéon-Sorbonne, les 13 millions d'euros de coupes ont pour résultat immédiat la baisse de 80 % des dotations des bibliothèques pour l'achat de nouveaux livres. Le collège doctoral d'archéologie voit son budget passer de 21 000 à 7 000 euros, soit une division par trois. Sous le capitalisme, les jeunes peuvent étudier, mais sans livres, sans doctorants, sans moyens pour réaliser des enquêtes de terrain ou se

déplacer aux archives, en dehors de leurs fonds propres. Mais le monarque Macron et ses fidèles, du PS au RN, ne vont pas en rester là : la sélection va évidemment se renforcer. Actuellement 39 % des licenciés candidats en master sont expulsés de l'université à la fin de leur troisième année par MonMaster.

CONSTRUIRE LA MOBILISATION CONTRE MACRON

Pour tous ces jeunes mis sur le carreau, Macron n'a rien trouvé de mieux à faire que de suspendre, du jour au lendemain, les services civiques – une forme d'exploitation de la jeunesse qu'il a lui-même mise en place – mais qui permettait à plusieurs milliers de jeunes privés d'avenir de bénéficier d'une indemnisation. Cette somme, certes maigre, représentait cependant pour une large partie d'entre eux un revenu non négligeable de 620 euros

(pour rappel, le RSA n'est pas accessible aux moins de 25 ans).

Face à ces attaques, des assemblées générales, des rassemblements et des manifestations s'organisent dans les universités partout sur le territoire. A la Sorbonne, un certain nombre d'étudiants qui ne sont pas des habitués des mobilisations ont été amenés par leurs professeurs aux assemblées générales. Dans d'autres universités parisiennes, des binômes personnels-étudiants s'organisent pour faire la tournée des services, des travaux dirigés et des amphithéâtres.

Partout, nous devons expliciter les conséquences concrètes qu'ont les coupes budgétaires sur les conditions d'études et de travail, pour aider les trois millions d'étudiants de ce pays et les dizaines de milliers de personnels à prendre la mesure de ces attaques et à construire, à leurs côtés, la mobilisation contre Macron et Bayrou. ■



Journée de mobilisation nationale dans les universités contre les coupes budgétaires : 1500 rassemblés place de la Sorbonne, le 11 mars.

Tentative de liquidation du CNRS

En décembre dernier, le PDG du CNRS (Centre national de recherche scientifique), Antoine Petit, a annoncé sa volonté de prioriser les moyens du CNRS sur les 25 % d'unités mixtes de recherche (UMR) qui pourraient « légitimement prétendre à être qualifiées de rang mondial », et qu'il labelliserait comme « CNRS key labs ».

Léna Ellie

Cette priorisation de seulement 25 % des unités n'est qu'une manière déguisée de diminuer les moyens des 75 % restantes, d'autant plus que le budget du CNRS a déjà été diminué de 100 millions d'euros dans le budget récemment adopté. Ce ne sont pas non plus les autres co-tutélaires de ces UMR, les universités, elles aussi exsangues, qui pourront compenser ces coupes.

Par exemple, la part du personnel devant être comprise dans les key labs actuellement prévus (dont la liste est gardée secrète), a été décrite par Petit comme comprenant 46 % de l'effectif

total du CNRS, avec comme objectif de passer à 55 % en 5 ans. En conséquence, les unités restantes auront très peu, voire aucun moyen pour recruter, d'autant plus que les nouveaux chercheurs vont eux aussi être fortement incités à rejoindre les key labs.

Ces key labs, dont la liste sera renouvelée tous les 5 ans, vont donc aussi inévitablement organiser la concurrence entre les différentes unités, les faisant entrer dans une logique de court terme et de profit, là où au contraire la recherche bénéficie toujours de la coopération et de la diversité. Cette attaque poursuit une paupérisation et une bureaucratisation de la recherche entamées depuis déjà bien longtemps. Les laboratoires étant également des lieux de formation pour les étudiants, elle rentre aussi dans le cadre des attaques plus larges contre l'ESR (Enseignement supérieur-recherche).

OPPOSITION DE TRÈS NOMBREUX CHERCHEURS.

Cette annonce a rapidement suscité l'opposition de très nombreux chercheurs (1). Une motion de défiance,

appelant au retrait du projet et à la démission de Petit (2), a notamment recueilli 11 000 signatures. De nombreuses instances du CNRS, dont plus de la moitié des sections, ont également affirmé leur opposition au projet. Face à cela, fin janvier, Petit a été obligé d'annoncer un « moratoire » jusqu'à l'été prochain sur le projet. Or rien n'est abandonné, et le moratoire n'est qu'une manœuvre pour essouffler la mobilisation et négocier davantage le projet, comme en témoigne par exemple une lettre qu'il a récemment envoyée aux conseils scientifiques (3), leur demandant encore d'aider à identifier les unités « les plus à même de répondre aux exigences internationales ». ■

(1) Un sondage réalisé par l'Assemblée des directions de laboratoires a relevé que près de 80 % des personnels étaient contre cette mesure.

(2) <http://motion-keylabs.byethost7.com/>

(3) Retrouvable sur le site ci-dessus.

Manifestation Stand Up for Science à Paris contre l'offensive obscurantiste de Trump

La manifestation *Stand Up for Science* du 7 mars a été saisie par les chercheurs, venus par milliers, comme une opportunité pour exprimer leurs revendications. Dans un communiqué du 6 mars, la France insoumise salue « cette initiative des communautés scientifiques contre la politique maccarthyste, anti-science et obscurantiste de Donald Trump. » En France, cela se traduit par « des réformes introduites sans concertation, comme les key labs au CNRS, qui attestent d'une volonté d'« efficacité gouvernementale » et une vision « darwinienne » que ne renierait pas Elon Musk. »



A Paris, le 7 mars.

Non à la militarisation de la jeunesse ! Du fric pour l'école et pour les facs, pas pour la guerre !

Dans le contexte de marche à la guerre et à la barbarie dans lequel nous sommes placés depuis ces trois dernières années sous l'action combinée des Biden, Trump, Poutine, Zelensky, Netanyahu et des dirigeants européens à leur traîne, à commencer par Macron, Starmer, Scholz, Merz et consorts, les attaques contre la jeunesse se multiplient et s'accroissent, car il y a tout lieu de penser que les principaux intéressés ne sont pas disposés à accepter sans protester de se voir priver de leur avenir.

Paul Brizon

Dans la batterie des mesures visant à soumettre la jeunesse aux exigences de sociétés de plus en plus militarisées, figure évi-

demment le SNU (Service national universel), projet phare du président Macron pour les lycéens, auquel le Sénat a toutefois porté un coup en votant en janvier 2025 la réduction des crédits qui devaient lui être consacrés, après avoir constaté le coût disproportionné du dispositif loin de recueillir l'engouement des principaux intéressés (à peine 36 000 participants attendus en 2025 contre les 66 000 recherchés...).

Cette déroute du SNU n'a toutefois pas entraîné un quelconque renoncement aux dispositifs d'embrigadement et de militarisation des jeunes, à plus forte raison à l'heure où les chefs d'Etats européens, Macron en tête, expliquent qu'on « entre dans une ère nouvelle (...), dans une époque où chacun d'entre nous doit se demander ce qu'il peut

faire pour la nation française » et pour la défense de l'Union européenne. Lors de ses vœux aux armées le 20 janvier, Macron avait ainsi déclaré qu'il fallait donner aux jeunes « le choix de servir. Non pas rétablir le service national obligatoire, mais permettre à une jeunesse volontaire d'apprendre avec les armées et d'en renforcer les rangs. ».

UNE BASE AÉRIENNE QUI RECRUTE DES JEUNES DE 17 ANS

Ce message, la base aérienne d'Avord, près de Bourges, l'a reçu 5 sur 5. Ainsi, a-t-elle dernièrement publié un document à l'attention des jeunes de 17 ans leur proposant

de « participer à la défense de la France tout en étant rémunéré », dans les termes suivants :

« Deviens réserviste opérationnel. Il faut avoir 17 ans révolus le jour de la signature de ton contrat, tu suivras une formation militaire initiale (Fmir)

de 12 jours puis une formation militaire complémentaire (FMC) de 10 jours, le tout rémunéré (50 € par jour) et non imposable. Après tu rejoindras une unité de la base d'Avord et tu y travailleras en fonction de tes disponibilités. Du temps libre pendant les vacances, des missions sont proposées comme Sentinelle et Vigipirate (1 mois de Sentinelle + prime =

3500€). (...) Tu apprendras les bases de la vie militaire, le tir (qualification de combat Famas), la topographie, les transmissions, le combat et bien d'autres activités. ».

Le programme de formation comporte des activités comme « actes réflexes du combattant, camouflage, parcours piégé, sortie combat », « sortie combat de nuit », « tir Famas qualification »...

Vous avez bien lu, cette publicité s'adresse à des jeunes de... 17 ans. La guerre et le chaos, voilà donc l'avenir que certains marchands de canons et dirigeants politiques à leur solde voudraient infliger à nos jeunes ? Une honte !

Aux fauteurs de guerre, ne leur en déplaise, les jeunes mobilisés contre l'austérité répondent : « Du fric pour les facs ! Pas pour la guerre ! ». Ils ont raison ! ■

Sécurité sociale : un revers pour le gouvernement

Revers pour le gouvernement : le Conseil constitutionnel a retoqué, avec des arguments de forme, la remise en cause de l'indépendance du contrôle médical de la Sécurité sociale, un service essentiel pour garantir, entre autres, le remboursement à 100 % des longues maladies. Explications d'un de nos correspondants.

Jean-Claude Aymé

Voilà maintenant près de six mois que les 7200 agents et médecins-conseils du service du contrôle médical de la Sécurité sociale sont engagés dans un bras de fer avec le directeur de la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam), haut fonctionnaire nommé par le gouvernement. Depuis le 18 septembre 2024, grèves, manifestations, rassemblements à Paris et en province se succèdent et la détermination du personnel a entraîné, parfois non sans mal, l'unité des fédérations FO, CGT, CFDT et CGC, détermination forte d'un soutien immédiat de LFI et de ses députés pour le retrait du projet visant à dissoudre ce service dans les caisses primaires (CPAM).

LE CONTRÔLE MÉDICAL : UN SERVICE ESSENTIEL POUR LES DROITS DES ASSURÉS

Le contrôle médical de la Sécurité sociale, rappelons-le, est totalement indépendant, au sein de l'assurance maladie, des services payeurs que sont les caisses primaires. Les ordonnances de 1945 ordonnent aux caisses de Sécurité sociale de régler les prestations qui sont dues aux assurés sociaux en fonction, exclusivement, de leur état de santé



Rassemblement devant le siège de la Cnam, Paris, le 3 octobre 2024.

Correspondant

et ce, quel qu'en soit le coût : attribution du 100 % en cas d'affection grave (13 millions de bénéficiaires), suivi et indemnisation des arrêts de travail maladie et accidents de travail, reconnaissance d'une maladie professionnelle, décision d'une mise en invalidité ou d'une retraite pour inaptitude. C'est le rôle du contrôle médical que de le garantir sur les seuls critères médicaux.

Ce service est donc à éliminer pour tous ceux qui ne veulent plus payer le salaire différé à la Sécu (les cotisations) pour les placer sur les marchés financiers et qui considèrent que,

comme aux USA, chacun doit désormais payer pour ses soins et sa retraite...

Sauf que, depuis quelques jours, les choses ne se passent pas comme prévu pour Macron et Bayrou, pourtant soutenus à bout de bras par la non-censure du PS et du RN. Grâce à eux, le gouvernement a ainsi pu faire passer sa loi de financement de la Sécurité sociale (LFSS) où il avait consacré l'article 51 au démantèlement du contrôle médical indépendant.

Patatras ! A peine réuni, le conclave institué par Bayrou pour lui donner

crédit et faire avaler la loi sur les 64 ans, voire plus, a du plomb dans l'aile avec le départ des représentants de la confédération FO.

Deuxième camouflet : le Conseil constitutionnel, pourtant loin d'être un allié des salariés (il a validé la réforme des retraites imposée à coup de 49.3), a censuré, le 28 février, l'article 51 de la LFSS au motif que les mesures visant le personnel ne sont pas à leur place dans une loi de financement de la Sécurité sociale. Argument formel mais qui est bienvenu compte tenu de l'enjeu.

REFUS DES FÉDÉRATIONS SYNDICALES

Ce même 28 février, le directeur de la Cnam, M. Fatome, en réunion avec les fédérations syndicales (et certainement informé de la décision du Conseil constitutionnel qu'il reconnaît cyniquement avoir anticipé...) tente de le piéger en leur imposant la corédaction et l'accompagnement du décret organisant en toute illégalité le transfert des personnels.

Cette imposture échouera car toutes les fédérations quitteront la séance et, quelques jours plus tard, le directeur de la Cnam devra annoncer la suspension de toutes les réunions et le report « après l'été » des premières vagues de transfert...

Dans les services, la réaction peut se résumer ainsi : « Enfin une bonne nouvelle pour les personnels. »

Bien sûr, et si au point de départ, le personnel, avec quelques responsables et délégués syndicaux, entraînant les autres n'avait pas dit non, la Cnam aurait gagné. C'est un formidable encouragement pour continuer...

Cela dit, pour qui a entendu Macron mercredi 5 mars dernier, il y a tout lieu de penser que les prédateurs vont revenir à la charge pour tenter de détourner quelques dizaines de milliards du budget de la Sécu afin d'acheter des armes supplémentaires aux marchands de canons voire à en prendre le contrôle « au nom de la défense de la patrie ».

Et contre notre Sécu, la menace ne vient pas de Russie mais du gouvernement français lui-même.

Le personnel de la Sécu comme l'ensemble de la population refuse la tragédie de la guerre, à Gaza comme en Ukraine et en Russie qui a déjà fait un million de victimes, comme il refuse la destruction de la Sécurité sociale et de son service médical.

Nous ne lâcherons pas. C'est le camp de la civilisation contre celui de la barbarie.

En bref

Le Comité de défense de la gynécologie médicale (CDGM) à la manifestation du 8 mars à Paris

Près d'un millier de signatures ont été recueillies sur la pétition demandant une augmentation décisive du nombre de nouveaux gynécologues médicaux formés pour la santé des femmes. Le CDGM tiendra son assemblée annuelle le dimanche 30 mars. Pour tout contact cdgm.national@orange.fr



Correspondant

Allocations sociales : qu'est-ce que la « solidarité à la source » mise en place par le gouvernement ?

Après avoir été « expérimenté » dans cinq départements, le dispositif dit de « solidarité à la source » est généralisé à compter du 1^{er} mars 2025 à l'ensemble des caisses d'allocations familiales.

Jean Désenclos

Dans un communiqué de presse officiel du 14 février, la ministre Catherine Vautrin affirme : « Avec cette réforme, nous simplifions la vie de six millions de Français. Notre objectif est de renforcer l'accès aux droits, de lutter contre les erreurs de versement et de libérer du temps utile à l'accompagnement des allocataires. Cette première réforme est une étape importante et démontre notre capacité à réformer sur le long terme. »

La réalité est tout autre : « promesse » de Macron lors de la campagne présidentielle de 2022, cette réforme est l'instrument aujourd'hui privilégié dans la branche famille pour mettre en œuvre à grande vitesse la politique de destruction qui vise l'ensemble de la Sécurité sociale. Elle s'attaque aux principes de cette dernière, aux droits des allocataires parmi les plus précaires, au fonctionnement des organismes et à leurs personnels.

Ainsi, à partir du 1^{er} mars 2025, ce sont plus de 6 millions d'allocataires qui voient leur déclaration de prime d'activité (PPA) ou de RSA préremplie automatiquement. On ignore encore quand le dispositif sera élargi aux demandes elles-mêmes.

LE MONTANT NET SOCIAL : UNE ÉCONOMIE SUR LES PLUS PRÉCAIRES

Rappelons que depuis le 1^{er} janvier 2024, obligation est faite aux bénéficiaires de ces prestations de déclarer le montant net social (MNS) fourni par les employeurs et autres organismes

en lieu et place du montant net à payer, généralement moins élevé. Cela se traduit pour beaucoup d'entre eux par une baisse de droits. Le MNS, présenté comme la « première brique » de la solidarité à la source, dévoile donc un des objectifs de la réforme : réaliser des économies sur les plus précaires, finalement dans la même logique que celle qui avait conduit à la mise en place de la réforme des aides au logement en 2021 et qui avait permis d'économiser 1 milliard d'euros sur les droits des allocataires.

L'utilisation du montant net social crée aujourd'hui l'incompréhension chez ces derniers et nombreux sont ceux qui continuent de déclarer le montant net à payer. Dans les cinq départements testant le dispositif depuis l'automne dernier, beaucoup corrigent d'ailleurs le montant prérempli de leur déclaration trimestrielle. La cellule nationale mise en place pour analyser les demandes de correction des allocataires et composée de gestionnaires conseils doit alors invalider ces interventions d'allocataires qui promettent de se multiplier à partir du 1^{er} mars.

LE TOUT NUMÉRIQUE AU SERVICE D'UNE POLITIQUE DE DÉMANTÈLEMENT

Le caractère purement numérique du dispositif recouvre un autre objectif : rompre le lien entre l'organisme et l'allocataire qui doit pouvoir maîtriser l'outil informatique et qu'il faut surtout, du point de vue du gouvernement, éloigner des guichets dans un contexte marqué par la réduction et la fermeture des accueils.

Et si ce même gouvernement se veut aujourd'hui rassurant quant au fonctionnement informatique du système, les plus grands doutes peuvent subsister. Déjà, dans certaines Caf et à quelques jours de l'échéance, la phase dite « d'adossement » au dispositif de ressources mensuelles (DRM) entraîne des difficultés dans la liquidation technique des dossiers.

Par ailleurs, la mise en place de nouveaux dispositifs informatiques participe systématiquement, ces dernières années, du démantèlement du fonctionnement des organismes, entraînant retards voire blocage des prestations, comme cela a été le cas justement à l'occasion de la réforme des aides au logement en 2021 ou plus récemment avec Arpège, logiciel de paiement des indemnités journalières qui a privé de leurs droits des milliers d'assurés durant des mois dans les départements où il a été « expérimenté » (Loire-Atlantique, Vendée).

VERS DES SUPPRESSIONS DE POSTES

Enfin, cela n'est pas par hasard si un proche du gouvernement expliquait dès 2022 que la solidarité à la source permettrait à terme de réduire les effectifs de 20000 postes d'agents Caf (sur 36000). En effet, de l'aveu même du directeur de la Cnaf, Nicolas Grivel, si de premières embauches ont eu lieu pour permettre de préparer la mise en place de la réforme à partir de 2022, la « trajectoire des effectifs » va désormais emprunter une pente descendante, avec une centaine d'emplois supprimés dans les deux prochaines années.

À l'issue de cette période, une nouvelle convention d'objectifs et de gestion est censée entrer en vigueur pour en particulier déterminer d'éventuelles réductions d'effectifs : elle serait forcément meurtrière en la matière, tant la solidarité à la source représente un formidable levier à disposition du gouvernement pour supprimer des postes dans les Caf.

Alors que l'année 2025 marque les 80 ans de la Sécurité sociale, cette dernière fait l'objet d'une offensive de destruction rapide et de grande ampleur. La solidarité à la source en est l'expression dans les Caf. Rompre avec cette politique pour enrayer ces plans funestes et préserver nos droits est non seulement une nécessité mais une urgence.

« Ouvrez les guichets ! Régularisez ! »

■ Les habitants manifestent le 7 mars à Bobigny devant la préfecture.

Le 7 mars avait lieu à Bobigny (93) une manifestation en direction de la préfecture pour la réouverture des guichets délivrant les titres de séjour, pour la régularisation des sans-papiers et contre les lois Asile et Immigration de Darmanin ainsi que la circulaire Retailleau.

Bobigny le 7 mars.



Tamara Rossi

Plusieurs centaines de personnes étaient présentes le vendredi 7 mars après-midi à l'appel du collectif « Livre Noir » regroupant entre autres des associations comme la Ligue des droits de l'homme, des syndicats (CGT, Solidaires, FSU, Syndicat des avocats de France) et l'Intercollectif des sans papiers d'Ile-de-France, avec le soutien des députés LFI du 93. Cet appel réclame un accès aux guichets pour déposer et renouveler les titres pour tous, un accueil digne pour tous et la protection de tous les enfants étrangers, un réel accès aux droits fondamentaux : santé, logement, travail, éducation et la régularisation des sans-papiers. La politique raciste et réactionnaire du gouvernement se décline admi-

nistrativement dans les préfectures, telle que l'explique la députée LFI Nadège Abomangoli dans un post X appelant à la manifestation : « Alors que les conditions de régularisation sont de plus en plus dramatiques, avec des personnes qui attendent parfois plusieurs années simplement pour un rendez-vous, nous demandons des régularisations massives, mais aussi une hausse des moyens alloués aux services préfectoraux en charge des étrangers. En effet, les habitantes et habitants d'Aulnay, de Bondy et des Pavillons, qui ne parviennent pas à obtenir de rendez-vous pour faire établir des titres de séjour ou encore des permis de conduire, voient leur quotidien dégradé. Cela peut même aboutir à des ruptures de

droits sociaux, de contrat de travail, d'études, des difficultés dans des procédures de divorce... Il faut mettre fin à cette maltraitance administrative et à ces inégalités de traitement ! »

Jérôme Legavre, député LFI, présent

à la manifestation, indique : « Des milliers d'étrangers sans papiers sont surexploités, utilisés comme main-d'œuvre corvéable à merci. Dans le même temps, les délais pour le renouvellement des titres de séjour sont démentiels. Régularisez ! Ouvrez les guichets ! »

Nadège Abomangoli, députée LFI

Le rejet de cette politique est au cœur de l'appel à manifester le 22 mars dans toute la France avec la France insoumise.

« Combattre l'antisémitisme en refusant son instrumentalisation »

Le 10 mars, le journal *Le Monde* a publié une tribune de chercheurs et militants associatifs intitulée « Français juives et juifs, nous appelons à combattre l'antisémitisme en refusant son instrumentalisation », dénonçant le fait que l'antisémitisme soit utilisé pour empêcher la condamnation des crimes commis par le gouvernement israélien contre les Palestiniens.

Marie-Paule Lemonnier

Il s'agit d'une réponse point par point à une précédente tribune publiée le 3 mars dans laquelle un collectif de personnalités reprochait à ce qu'ils nomment eux-mêmes l'« extrême gauche » de rester indifférente à ce qu'ils caractérisent comme une explosion

d'antisémitisme en France. Est particulièrement visé, bien que non nommé, le docteur Rony Brauman, pour ses propos tenus le 25 janvier lors d'un colloque organisé par le collectif juif anticolonial Tsedek! et l'UJFP (Union juive française pour la paix) à l'occasion de la libération du camp d'Auschwitz.

Après avoir rappelé qu'on ne peut dissocier le regain d'antisémitisme de la montée de l'extrême droite en France, en Europe et aux Etats-Unis, les signataires de la tribune du 9 mars précisent : « En mettant en cause "la gauche extrême" (...), cette tribune (du 3 mars) choisit une autre cible sans préciser qui ni quelle prise de position elle vise. Le seul propos mentionné est une phrase sortie de son contexte et détournée de son sens, à partir de laquelle est mis en accusa-

tion, sans le nommer mais de manière transparente et infamante Rony Brauman, dont le parcours et les engagements sont irréprochables. L'ancien président de Médecins sans frontières s'en est d'ailleurs expliqué dans son blog sur Mediapart ».

DES AMALGAMES INSUPPORTABLES

Contestant l'assimilation de toute critique d'Israël et du sionisme à l'antisémitisme, les signataires du 10 mars poursuivent : « Nous combattons l'antisémitisme qui s'appuie sur des amalgames insupportables. Nous combattons l'antisémitisme en refusant de laisser croire que tout juif serait solidaire, et donc complice, des crimes contre l'humanité en cours à Gaza. Nous combattons l'antisémitisme en condamnant une politique

de colonisation permanente et la négation des droits nationaux du peuple palestinien, et donc son droit à un Etat. »

Ils posent la question : « Peut-on ne pas critiquer un Etat fondé sur une base ethnico-religieuse ? » et s'indignent du silence de nombreux intellectuels et politiques sur les massacres, les viols, les tortures pratiqués à Gaza et en Cisjordanie par l'armée israélienne et les colons, avant de conclure : « Nous refusons que la dénonciation de l'antisémitisme serve à légitimer la politique criminelle du gouvernement Netanyahu, comme nous dénonçons l'instrumentalisation du génocide des juifs d'Europe pour justifier le massacre par dizaines de milliers de civils gazaouis et cisjordaniens. »

Jean-Michel Aphantie : « Je ne peux pas accepter d'être puni »

Mis en cause pour avoir déclaré que les massacres de la colonisation française en Algérie étaient comparables à des centaines d'Oradour-sur-Glane, le journaliste Jean-Michel Aphantie a été suspendu de l'antenne de RTL. Il indique, dans un post sur le réseau social X (9 mars), que nous reproduisons, qu'il a décidé d'en démissionner.

« Je ne reviendrai pas à RTL. C'est ma décision. Voici pourquoi. Il y a quinze jours, mes propos sur la colonisation algérienne ont créé le débat. La direction de la radio m'a dit avoir enregistré de nombreuses protestations de la part des auditeurs. Pour faire droit à l'émotion suscitée, il m'a été demandé de ne pas me présenter la semaine suivante, en m'indiquant que je serai le bienvenu, ensuite, pour continuer à défendre mes points de vue sur l'antenne.

J'ai compris et admis la démarche des dirigeants de RTL. Je l'ai trouvée équilibrée et respectueuse à mon égard. Et puis, le jour de suspension est arrivé. C'était mercredi dernier. A partir de là, concrètement confronté à ce qu'il faut bien appeler une punition, ma perception de la situation s'est modifiée. Même décidée dans le cadre d'un dialogue serein et compréhensif, une punition reste une punition. Si je reviens sur l'antenne de RTL, je la valide, donc je reconnais avoir fait une faute. C'est un pas que je ne peux pas franchir.

J'attache un prix particulier à la question de la présence française en Algérie entre 1830 et 1962. Je ne suis pas concerné personnellement. (...) J'ai découvert cette histoire de manière

banale. Je me suis intéressé, voilà déjà longtemps, aux conditions du retour au pouvoir du général de Gaulle, en mai 1958. La question du maintien de l'Algérie dans la France était au cœur de la crise politique. Je me suis alors demandé ce qu'était cette situation, quelle était la nature de la présence française et aussi celle de la cohabitation des communautés sur ce territoire.

Ce que j'ai lu dans les livres écrits par des historiens méticuleux m'a horrifié. Les massacres de musulmans se sont succédé tout au long des 132 ans d'occupation. Un statut dit d'indigénat, appliqué à partir de 1881, a privé les premiers occupants de l'espace de tous droits et leur a imposé des servitudes archaïques et

injustes. Chassés des terres les plus riches, ils ont végété dans l'extrême pauvreté. La scolarisation des enfants a été parcimonieuse.

Tout ceci dresse un tableau indigne de la France au regard des valeurs d'humanité qui font sa réputation dans le monde. J'ai vécu comme une injustice maintenue l'absence de reconnaissance officielle par le colonisateur des traitements dégradants infligés à cette population. Les propos que je tiens sur ce sujet depuis des années sont liés à ce sentiment.

Pour cette raison, et pour cette raison seulement, je ne peux pas accepter d'être puni pour les avoir répétés. Je regrette la situation qui s'est créée. J'ai passé de belles années professionnelles à RTL. C'est une radio que j'aime. Mais c'est ainsi. (...) »

A lire également sur *infos-ouvrières.fr* : « Massacres coloniaux en Algérie ? Jean-Michel Aphantie a raison »

« Comment l'Etat criminalise les mères seules »

La Selio présente avec Le Mouvement des mères isolées

En présence de son auteur, Selim Derkaoui

SAMEDI 15 MARS 14H00

La SELIO 87 rue du FAUBOURG SAINT-DENIS

La librairie Selio est heureuse d'accueillir, le samedi 15 mars, Selim Derkaoui pour présenter son nouveau livre en compagnie de plusieurs collectifs féministes et associations de mères des quartiers populaires.

Laisse pas traîner ton fils. Comment l'Etat criminalise les mères seules est une enquête de près de deux ans menée par Selim Derkaoui sur le traitement médiatique et institutionnel des mères qui élèvent seules leurs enfants et sur leur galère constante pour maintenir un semblant de niveau de vie décent.

Bien loin de l'image martelée par les gouvernements Macron et ses soutiens de la mère célibataire « assistée », « utilisant l'argent de l'allocation de rentrée scolaire pour s'acheter un écran plat » et élevant « une enfance radicalisée ».

Au travers de nombreux témoignages, l'auteur donne à voir une réalité tout autre. La destruction sociale par l'Etat et la politique réactionnaire de Macron sont devenues le calvaire de ces mères seules, accentué par un racisme et un mépris de classe qui deviennent tous les jours plus violents.

Oui, Jean-Michel Aphantie a raison...



Bulletin fondé par André Calvez, militant du Parti communiste internationaliste, section française de la IV^e internationale. Ce numéro d'août 1945 dénonce les massacres de Sétif et Guelma, en Algérie, le 8 mai 1945, par l'armée coloniale française. Le gouvernement d'alors comprenait des ministres PCF et SFIO (l'ancêtre du PS) sous l'égide de De Gaulle.

PALESTINE

Torture, isolement et interrogatoires...

L'avocate Ghaid Qassem révèle les souffrances du Dr Hussam Abu Safiya dans les prisons israéliennes

Les autorités pénitentiaires israéliennes, en complément de l'offensive génocidaire menée en Cisjordanie et à Gaza maintiennent les prisonniers palestiniens – dont l'immense majorité sont des civils, des travailleurs, des habitants rafiés et maintenus en prison sans aucun procès – dans des conditions de détention extrêmes, qui vont de l'interdiction des visites et des rencontres avec les avocats à la torture, aux mauvais traitements et à la privation de nourriture. Le docteur Hussam Abu Safiya fait partie de ces milliers de Palestiniens détenus arbitrairement. Jeudi dernier



6 mars, l'avocate Ghaid Qassem de Nazareth a pu rendre visite au directeur de l'hôpital Kamal Adwan, le Dr Hussam Abu Safiya, détenu alors depuis plus de 70 jours dans la prison d'Ofer, à l'ouest de Ramallah, après avoir passé environ 14 jours dans la prison de Sde Teiman connue pour les tortures qui y sont pratiquées systématiquement. Ghaid Qassem a donné plusieurs interviews à la suite de sa visite, dont une au site d'informations Arab48.com. Nous en reproduisons ici les éléments avec son accord.

Ghaid Qassem raconte : « Ma visite au Dr Abu Safiya a eu lieu jeudi dernier, le 6 mars, de 12 h 45 à 13 h 45, à la prison d'Ofer. Cette visite a eu lieu après de nombreuses tentatives de ma part et de mes collègues. (...) Jusqu'au 10 février 2025, Abu Safiya n'a pas été autorisé à rencontrer un avocat, et les autorités israéliennes ont clairement refusé à quiconque de le rencontrer afin qu'il ne documente pas les violations qu'il a subies ».

Concernant l'arrestation le transfert du docteur entre les prisons israéliennes, Ghaid Qassem indique : « L'armée israélienne a arrêté Abu Safiya le 27 décembre 2024, à proximité de l'hôpital Kamal Adwan à Beit Lahia, au nord de la bande de Gaza, dont il est le directeur, parce qu'il a refusé d'obéir aux ordres de l'armée d'évacuer l'hôpital, car sa conscience et son professionnalisme l'obligeaient à rester à l'hôpital, surtout en présence de dizaines de patients et d'enfants blessés. Dès son arrestation, Abu Safiya a été transféré à la tristement célèbre prison de Sde Teiman et a été isolé pendant 14 jours. Plus tard, il a été transféré à la prison d'Ofer et isolé pendant 25 jours. Après l'isolement, il a été transféré, avec le reste des détenus de Gaza, à la section 24 qui est l'une des deux sections qui contiennent des détenus de Gaza, en plus de la section 23, dans une tentative de les isoler du reste des détenus et prisonniers de Cisjordanie et de l'intérieur. »

« la plus longue période d'interrogatoire à laquelle Abu Safiya a été soumis a duré 13 jours consécutifs, et chaque interrogatoire a duré de 8 à 10 heures, et pendant toutes ces périodes, il a été soumis à des abus, des tortures et des agressions continues et brutales. »

Le docteur Abu Safiya a subi plusieurs interrogatoires. Pour Ghaid Qassem, « la plus longue période d'interrogatoire à laquelle Abu Safiya a été soumis a duré 13 jours consécutifs, et chaque interrogatoire a duré de 8 à 10 heures, et pendant toutes ces périodes, il a été soumis à des abus, des tortures et des agressions continues et brutales. »

Ghaid Qassem fait part de la totale méconnaissance par Hussam Abu Safiya des répercussions internationales de son arrestation : « Il ne savait pas que son cas avait reçu autant de répercussions dans les médias locaux, arabes et internationaux. Ils sont presque complètement isolés à l'intérieur de la prison et ils ne savent pas ce qui se passe à l'extérieur ni ce qui se passe à Gaza. »

Elle complète à propos des conditions de détention dans les prisons israéliennes : « les conditions de détention



Le docteur Abu Safiya dans la prison d'Ofer « confronté » à une équipe de la télévision israélienne.

de tous les prisonniers sont catastrophiques et déplorables, mais les conditions de détention des prisonniers de Gaza sont particulièrement difficiles, car ils n'ont aucune expérience préalable de la captivité et ils ont été sélectionnés par les services pénitentiaires, afin de les séparer des prisonniers de Cisjordanie et de l'intérieur qui eux, ont une expérience des détentions. Si nous parlons de la prison de Sde Teiman, c'est un abattoir dans tous les sens du terme. La torture, les violations et la famine y sont

sans précédent. Nous parlons de prisonniers qui sont enchaînés depuis 10 mois, de prisonniers dont les membres ont été amputés sans traitement, de prisonniers âgés qui sont enchaînés et les yeux bandés, de prisonniers qui ont perdu des dizaines de kilos, sans compter le problème du froid glacial, car les prisonniers sont dans des cages ouvertes, ce qui signifie qu'ils sont exposés au vent et à l'eau de pluie, et ils sont obligés de s'asseoir par terre à tout moment et il leur est interdit de parler entre eux, de prier et de lire le Coran. »

Dans ces prisons, « les services de renseignement fournissent des informations, vraies ou fausses de nature à tourmenter les prisonniers psychologiquement, indiquant que toute leur famille a été tuée. Que l'information soit correcte ou non, le prisonnier à l'intérieur de la prison est complètement isolé et n'a aucune source d'information ou de nouvelles à moins

qu'il ne soit autorisé à recevoir des visites, et ces informations ont un impact négatif énorme sur le prisonnier qui souffre déjà des conséquences de la torture. »

Concernant le reportage diffusé par la 13^e chaîne israélienne montrant Abu Safiya encadré par des geôliers armés et casqués et interrogé brutalement par un journaliste qui cherchait essentiellement à lui faire dire qu'il était membre du Hamas, Ghaid Qassem précise :

« Abu Safiya a été surpris par le tournage qui a eu lieu. Il n'a pas été informé et ne savait pas qu'il y avait un tournage. Après l'entrevue, ils l'ont isolé et il a été soumis à des insultes, des coups, du chantage et de la torture. Les autorités israéliennes ont essayé de convertir le dossier d'Abu Safiya en un dossier sécuritaire afin de présenter un acte d'accusation, et après une série d'interrogatoires et de tortures afin de le faire signer pour fabriquer l'acte d'accusation, après plus de 45 jours, ils n'ont pas pu trouver de soupçon contre lui, ils ont renvoyé son dossier à sa première définition (combattant illégal). Mais la mention de combattant illégal ne relève d'aucun droit, qu'il s'agisse de droits de représentation ou d'inculpation, et chaque fois la décision de prolonger la détention est renouvelée ».

Dans une interview donnée au site Middle East Eyes, Ghaid Qassem apporte des informations sur la santé et l'état d'esprit du docteur Abu Safiya, souffrant de diverses pathologies qui ne sont plus soignées et à qui l'administration pénitentiaire israélienne refuse de simples lunettes de vue. Elle précise que pour un homme qui subit autant de coercition, de menaces répétées des officiers israéliens qui l'encadrent, son esprit et sa pensée demeurent positifs. ■

Tractations au sommet autour de (dont plus de 90 % des bâtiments)

Les tractations autour de l'avenir de la bande de Gaza viennent de connaître un tournant significatif. En effet, l'un des envoyés spéciaux américains au Moyen-Orient, Adam Boehler plus particulièrement chargé de la question des otages a déclaré sur CNN qu'il avait eu des contacts directs avec le Hamas, et que selon lui « il y avait un tas de gentils mecs » au Hamas. A la suite de cette rencontre, les autorités israéliennes ont fait connaître leur mécontentement et Boehler, qui n'agit pas sans l'accord de Donald Trump a indiqué à CNN et de manière inédite : « Nous ne sommes pas un agent d'Israël. Nous avons des intérêts spécifiques en jeu (...). Nous avons des paramètres très spécifiques à respecter. En réalité, ce que je voulais faire, c'était relancer des négociations qui se trouvaient dans une situation très fragile. Et je voulais dire au Hamas : "Quelle est la finalité que vous recherchez ici ?" ».

Lors du sommet arabe du Caire, qui s'est tenu le 4 mars dernier, les dirigeants arabes ont présenté un nouveau plan de reconstruction de Gaza comme une alternative au plan de Trump visant à expulser les Palestiniens de Gaza. Ce plan de reconstruction de Gaza, qui a reçu le soutien de l'Union Européenne, ne mentionne aucune disposition politique mais essentiellement des propositions techniques. Le plan, chiffré à 53 milliards de dollars représente un marché considérable sur le plan financier, dont une partie

Il est à noter que le plan de reconstruction intègre plusieurs dispositions sécuritaires israéliennes avec la mise en place d'une « zone tampon », de couloirs de sécurité et de routes pour mener d'éventuels raids.



Rupture du jeûne à Rafah dans la bande de Gaza

pourrait profiter à des firmes américaines. Dans ce contexte, il est proposé que l'Autorité palestinienne supervise la gestion de la reconstruction

par l'intermédiaire d'un « comité d'administration de Gaza » composé de techniciens. Interrogé par le site Middle East Eyes, Zaha Hassan membre de la « Fondation Carnegie pour la paix internationale » à Washington, explique qu'il pourrait s'agir de chercher à créer « une situation dans laquelle vous pouvez amener le Hamas sous l'égide de l'OLP, de sorte que l'OLP puisse alors prendre en charge ce dossier d'une seule voix, [cela] soutiendrait une solution politique et

La campagne de nettoyage ethnique en Cisjordanie ne cesse de prendre

En Cisjordanie, loin des caméras et des déclarations internationales, les raids organisés par les colons accompagnés par la police et l'armée d'occupation sont devenus quotidiens, nous rapporte nos correspondants.

L'armée israélienne qui poursuit son offensive destructrice dans les camps de réfugiés palestiniens en Cisjordanie est largement relayée par des hordes de colons, qui de leur côté s'attaquent quotidiennement aux populations palestiniennes résidentes sur les terrains qu'ils convoient. Nous publions une description non exhaustive des opérations menées depuis le 9 mars, établie par nos correspondants dans le nord de la Palestine : « Les forces israéliennes d'occupation ont pris d'assaut plusieurs quartiers de la ville de Naplouse et ont perquisitionné un certain nombre de maisons. A Bethléem, deux Palestiniens ont été arrêtés après que leurs maisons aient été perquisitionnées et fouillées... Un

jeune homme est mort après avoir été écrasé par un véhicule militaire à Jénine. Lundi soir, trois personnes ont été blessées par des balles dans la ville de Beit Fajar, au sud de Bethléem, et trois autres ont été blessées par des balles à Dura, au sud de Hébron. Lundi, les forces d'occupation ont arrêté de nombreuses personnes à Jénine et Hébron, y compris des prisonniers libérés récemment.

La destruction et le sabotage des infrastructures et la démolition des maisons se poursuivent, ce qui a conduit à un mouvement de déplacement à grande échelle avec plus de 40 000 résidents expulsés. L'armée d'occupation a arrêté plus de 50 Palestiniens de la ville d'Azzun, à l'est de Qalqilya. Des colons ont brûlé plusieurs véhicules dans le village d'Um Safa, district de Ramallah. Les forces d'occupation ont pris d'assaut plusieurs logements collectifs à l'est de Naplouse, et ont également pris d'assaut les villes de Surif et Bani Naim près de Hébron. Lundi, les forces d'occupation ont lancé une vaste

La reconstruction de Gaza (les sites ont été détruits)



Gaza détruite, le 9 mars.

la modération du Hamas. Il est donc logique [pour les Etats-Unis] d'avoir des conversations avec le Hamas. Il est à noter que le plan de reconstruction intègre plusieurs dispositions

sécuritaires israéliennes avec la mise en place d'une « zone tampon », de couloirs de sécurité et de routes pour mener d'éventuels raids. Un militant palestinien nous explique:

« Il faut bien comprendre qu'il n'y a de place pour les Palestiniens dans aucun pays arabe. Chaque régime arabe a un intérêt politique à embrasser les Palestiniens ou la résistance palestinienne tout en définissant lui-même ce que doit être et jusqu'où doit aller la résistance palestinienne. Personne ne veut défendre les intérêts des Palestiniens, et ce jeu politique, nous le connaissons tous, depuis des décennies. Le Hamas veut le soutien financier du Qatar et de la Turquie, et ce soutien est disponible, mais en retour le Qatar comme la Turquie ont des exigences et le Hamas pour survivre doit montrer qu'il s'adapte. Il n'y a pas d'autre choix pour la résistance à Gaza. Les Palestiniens ont appris à jouer sur ce terrain boueux pour continuer à vivre, pour continuer à résister, parce que tout le monde, je parle des Etats de ce monde, nous a abandonnés. La vérité est que le peuple palestinien, où qu'il soit, pense que la résistance palestinienne est restée seule sur le terrain et que nous devons trouver les moyens de nous organiser par nous-mêmes, d'où ce travail considérable pour nous réapproprier l'Organisation de libération de la Palestine, confisquée par l'Autorité palestinienne. » ■

L'Etat israélien paralyse l'unique usine de dessalement d'eau de mer de Gaza

Le gouvernement Netanyahu poursuit sa politique offensive en Cisjordanie et à Gaza, qui est régulièrement bombardée depuis le début de la trêve. Le ministre Smotrich connu pour ses propos racistes et ses appels au génocide des Palestiniens « travaille » à la mise en œuvre d'une agence visant à faci-

lité le départ de la population de Gaza à raison de 5 000 par jour pendant un an ! Les autorités israéliennes, qui s'acharnent à détruire tout ce qui pourrait rendre une existence viable à Gaza, évoquent cyniquement l'objectif d'obtenir des départs volontaires. A Gaza, après la quasi-suspension de l'aide alimentaire, la sup-

pression totale de la fourniture d'électricité entraîne la fermeture de l'unique usine de dessalement d'eau de mer encore en fonction, qui produisait 18 000 mètres cubes d'eau par jour, volume dix fois inférieur à ce qui était déjà nécessaire pour répondre aux besoins d'eau de l'ensemble de la population du territoire. ■

Attentat de l'ampleur

campagne d'arrestations dans le village d'Abu Shkheidem, au nord de Ramallah.

Plusieurs résidents ont été blessés chez eux par suffocation, lundi soir, lors de l'assaut contre la ville d'Al-Khader, au sud de Bethléem. Des affrontements ont éclaté entre les résidents et les forces d'occupation dans la ville de Beit Fajar, au sud de Bethléem. Au dixième jour du Ramadan, 60 000 fidèles ont dîné et prié le Tarawih (prière du soir) à la mosquée Al-Aqsa, à Jérusalem, malgré les mesures militaires strictes imposées par les autorités d'occupation israéliennes sur l'accès à la mosquée. La plupart venaient des frontières de 1948, pour affirmer leur droit de se déplacer.

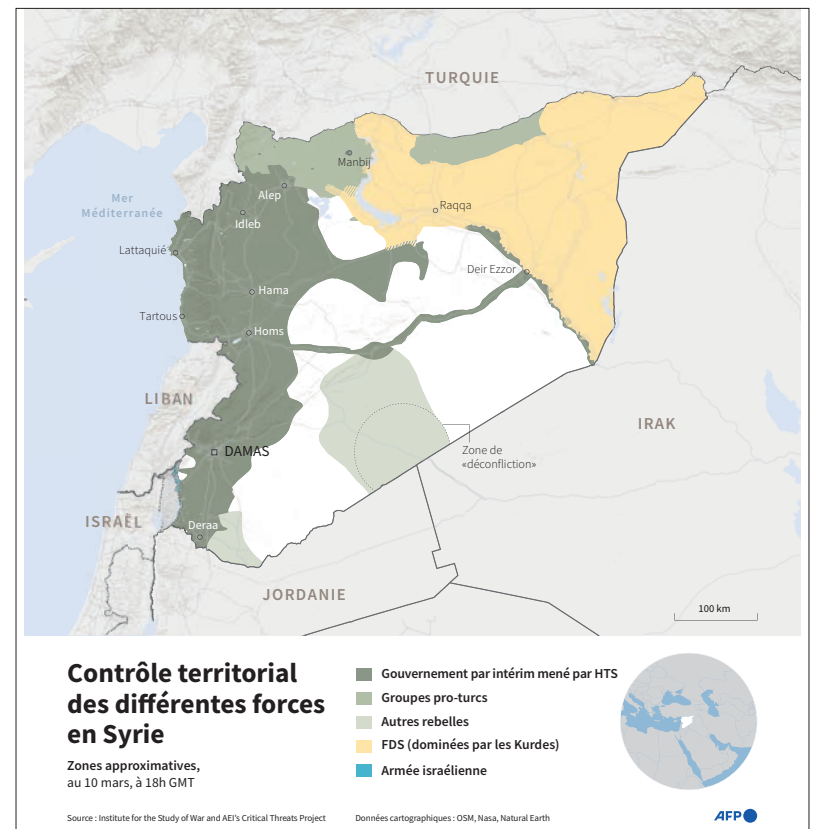
Pendant ce temps, des colons israéliens ont vandalisé la mosquée de Khibet Tana à l'est de Naplouse à l'heure de la prière, blessant plusieurs fidèles. A Qalqilya, des sources locales ont confirmé que les troupes d'occupation ont pris d'assaut le quartier de Kafr Saba. ■



Le 8 mars des milliers d'Israéliens ont manifesté à Tel-Aviv, exigeant un échange immédiat de prisonniers et la fin de la guerre à Gaza.

SYRIE

Des massacres et leur contexte



Des affrontements entre ce qui est décrit par les médias occidentaux comme des milices pro-Assad et les nouvelles forces gouvernementales syriennes ont donné lieu à des massacres d'une ampleur sans précédent depuis plus de 15 ans en Syrie.

François Lazar

Les événements se sont déroulés dans la région côtière syrienne, connue pour être habitée majoritairement par la population alaouite, dont était issu Bachar al-Assad. Les représailles menées par les milices liées au nouveau pouvoir, qui régulièrement brandissent les drapeaux noirs d'al-Qaïda, ont touché plus de 20 villages, où des centaines de civils (on parle de plus de 1 000 morts) ont été exécutés, chez eux, devant leur famille. Ces chiffres ont été confirmés par l'Observatoire syrien des droits de l'Homme, qui dénonce un « nettoyage ethnique ». Pour se protéger, des milliers d'Alaouites et de chrétiens se sont dirigés vers la base militaire russe de Hmeimim dans le gouvernorat de Lattaquié. Malgré les condamnations publiques du nouveau pouvoir syrien, les massacres se sont poursuivis jusqu'à mardi 11 mars démontrant par là qu'il s'agit d'une volonté politique pour écraser des minorités qui pourraient le contester.

CONFLIT D'INTÉRÊTS ENTRE ISRAËL ET LA TURQUIE

Depuis la prise de pouvoir du groupe Hayat Tahrir al-Cham (HTC, pour Organisation de libération du Levant) et la mise en avant de son dirigeant Ahmed al-Charra, de nombreuses exactions, notamment recensées par l'Observatoire syrien des droits de l'homme, ont été commises contre les minorités religieuses syriennes. Les premières mesures politiques annoncées par le nouveau pouvoir ont été dénoncées par les Druzes au sud, les Kurdes au nord et les Alaouites sur la région côtière. Depuis, et pour affermir sa place et les relations avec les pays en capacité de financer la reconstruction et le développement de la Syrie, Ahmed al Charra a entrepris de passer des

accords avec les uns et les autres, mais les tensions demeurent, attisées aussi bien par l'Etat israélien, qui entend s'installer dans la région du Golan côté frontière syrienne ou par la Turquie, qui d'ores et déjà occupe plusieurs secteurs dans le nord de la Syrie. La Turquie, qui combat toute velléité indépendantiste kurde défend un Etat unitaire syrien. C'est dans ce contexte qu'un accord vient d'être passé entre les Forces démocratiques syriennes (alliance de milices kurdes soutenue par les Etats-Unis) et Damas avec la bienveillance de la Turquie. Des millions de réfugiés syriens sont toujours confinés en Turquie et leur rapatriement en Syrie est soumis à un accord politique. De plus les entreprises turques de travaux publics sont candidates à profiter de la manne de la reconstruction de la Syrie. Autre enjeu majeur partagé essentiellement par la Turquie et le Qatar, la nécessité de sécuriser le projet du pipeline, dont le tracé traverse la Syrie du sud au nord pour passer par le territoire turc en direction de l'Europe.

RECONVERSION DE « JIHADISTES » ?

L'Etat israélien quant à lui considère qu'une Syrie faible et divisée répond à ses objectifs sécuritaires. Dès la chute d'Assad, l'armée israélienne a bombardé la plupart des stocks d'armes de l'armée syrienne. Netanyahu a fait plusieurs déclarations prétendant protéger la minorité druze, alors que la plupart des organisations druzes et de manière quasi unanimes celles du Golan occupé, qui se revendiquent toujours syriennes, ont déclaré qu'elles rejetaient l'occupation et accueilleraient avec mépris les avances israéliennes. Selon une information de l'agence Reuters (28 février), l'Etat israélien fait pression sur les Etats-Unis « pour maintenir une Syrie faible et décentralisée, cela incluant le maintien d'une base militaire russe pour contre l'influence grandissante de la Turquie ». Malgré les annonces appuyées du président syrien par intérim déclarant qu'il souhaite avoir de bons rapports avec Israël, ce dernier exige davantage. Les massacres en cours, menés par ceux qui étaient considérés comme de dangereux « terroristes islamistes » il y a quelques mois, quant à eux, se poursuivent. ■

KANAKY/NOUVELLE-CALÉDONIE

« La défense des prisonniers politiques kanak n'est pas une option, c'est un devoir sacré »

■ La parole à **Gérard Bauvert**, président d'honneur du Comité international contre la répression (Cicr), pour la défense des droits syndicaux et politiques.



Le militant kanak Christian Tein, le 24 juin 2024.

Bientôt 9 mois que Christian Tein et ses camarades sont en prison, où en est-on de la campagne ? Quelle est la situation ?

Gérard Bauvert : Plusieurs centaines de militants de différents horizons ont répondu à l'appel que nous avons publié, qu'il s'agisse de députés et dirigeants de LFI, de responsables kanak en France, du comité de défense des prisonniers, de militants syndicalistes à titre individuel, des intellectuels... Sans oublier les principaux dirigeants syndicaux de Guadeloupe et de Martinique. C'est très important. Il y a également des initiatives locales organisées par le comité de défense des prisonniers, leur entourage devant les prisons de l'Hexagone.

Plusieurs organisations y participent et bien entendu partout où ils le peuvent, les membres du Cicr y sont. Nous avons organisé avec des signataires de l'appel une conférence de presse à la Bourse du travail de Paris qui a été relayée. En ce qui concerne les démarches auprès du ministère de la Justice, aucune réponse ne nous est parvenue. C'est un cynisme abyssal pour ne pas dire plus.

Et maintenant ?

G. B. : Nous avons à faire à la raison d'Etat, les militants ont été de fait kidnappés, menottés, mis dans des avions et incarcérés à 17 000 km de leur foyer. Constatons qu'alors qu'un certain nombre de discussions ont lieu, le président du FLNKS, Christian Tein, croupit dans une prison à Mulhouse, de même pour ses camarades, dispersés sur tout le territoire du territoire français.

Cela rappelle ce qui s'est passé en son temps avec Toussaint Louverture et depuis, ces pratiques de l'Etat colonial n'ont jamais cessé (déportation de militants indochinois, algériens, guadeloupéens, martiniquais, guyanais, réunionnais et d'autres). Pour ses œuvres de basse police, l'Etat colonial jouit de la complicité des médias. Après les calomnies d'usage au début du rapt, un mur de silence est édifié autour des prisonniers qui trouve des relais grâce à diverses complicités. C'est le mot

qui convient. Beaucoup préfèrent regarder ailleurs.

Détenir des prisonniers politiques, des militants, au secret depuis 9 mois est un acte de despotisme avéré qui n'a rien à envier à certains régimes dictatoriaux. J'observe que ces régimes sont régulièrement dénoncés par de nombreuses organisations, des personnes de renom et à juste titre. Mais quel silence quand il s'agit des exactions du système colonial français ! On l'a d'ailleurs vu, pour mémoire, avec l'agression dont a été victime Elie Domota, leader du LKP, il y a trois ans de la part de la gendarmerie en Guadeloupe.

Nous refusons la criminalisation du combat politique qui n'est qu'un prétexte pour se débarrasser des opposants. Le Cicr, qui existe depuis 50 ans, ne s'est jamais incliné devant la raison d'Etat, quel que soit cet Etat. Au cours des décennies, nous nous sommes mobilisés sur tous les continents sans exception. Cela avec des moyens très limités.

Alors, nous allons amplifier la campagne pour la libération de Christian Tein et des emprisonnés du CCAT (Comité de coordination des actions de terrain). Nous renouvelons notre appel aux forces politiques, démocratiques, aux organisations du mouvement ouvrier, à tous ceux qui refusent d'abdiquer. Chacun devrait se rendre compte qu'en défendant Christian Tein et ses camarades, nous nous défendons nous-mêmes, nous défendons notre propre liberté. A un moment où les ardeurs guerrières se manifestent ouvertement, dangereusement, où les menaces se précisent, refuser la raison d'Etat pour les prisonniers politiques kanak n'est pas une option. C'est un devoir sacré. Leur place est chez eux en liberté. Le peuple kanak et lui seul a le droit suprême et imprescriptible de choisir son chemin. ■

UKRAINE

Pour Trump, c'est aux Européens de payer

Lucien Gauthier

Une délégation ukrainienne est actuellement en Arabie saoudite pour se réunir avec une délégation américaine, conduite par le secrétaire d'Etat américain, Rubio, réputé comme le moins hostile à l'Ukraine. Zelensky a néanmoins fait le voyage, alors que les chefs d'Etat ne sont pas conviés aux discussions, dans le but probable de rencontrer Rubio. Il faut dire que Trump accélère. Après l'arrêt des livraisons d'armes et des financements, il vient d'annoncer la fin des transmissions de renseignements militaires, que seuls les satellites américains peuvent fournir.

Trump exerce une pression maximum sur Zelensky qui, pour lui, apparaît comme le principal obsta-

cle pour un cessez-le-feu immédiat. Selon Trump, Zelensky se leurre avec cette idée chimérique qui consisterait à poursuivre les combats grâce à l'implication des Occidentaux, y compris des Américains. D'ailleurs dans la nuit de lundi à mardi, une centaine de drones ukrainiens se sont abattus sur des quartiers résidentiels de Moscou, provoquant des victimes civiles. Pour Trump, il est hors de question d'aider l'Ukraine à maintenir un rapport de force avec la Russie, ce qui signifierait de longues négociations. Son objectif est d'obtenir quelques défaites de l'Ukraine et de déboucher sur un cessez-le-feu le plus tôt possible.

Contrairement à ce que prétendent de nombreux commentateurs et responsables politiques en France et en Europe, Trump n'est pas l'allié

de Poutine. D'ailleurs les Européens pourraient le reconnaître, eux qui sont bien payés pour savoir comment Trump traite ses alliés ! Il a par exemple déjà menacé Poutine du renforcement des sanctions si les bombardements contre les civils en Ukraine ne cessaient pas.

Après avoir fait capituler Zelensky – qui vient d'adresser une lettre d'excuse à Trump – ce dernier n'hésitera pas à faire pression sur Poutine. Pour Trump, il faut aller vite et se débarrasser de la guerre en Ukraine ; il faut laisser les Européens régler leurs problèmes et qu'ils payent.

Car c'est la question de la Chine qui est centrale du point de vue des intérêts de l'impérialisme américain. Comme l'ont déjà dit de nombreux proches de Trump, les Etats-Unis doivent se réaxer sur l'Asie-Pacifique. ■

SERBIE

Appel à organiser partout des assemblées citoyennes

Bruno Ricque

Quatre mois et demi après l'effondrement dans la gare de Novi Sad qui a fait 15 morts, où est est-on ?

Les étudiants qui se sont mis en grève massivement, mènent toujours le mouvement, organisant une incroyable solidarité et la convergence de tous les secteurs de la société avec eux, mettant en cause les sommets du pouvoir, responsables du drame. Le 28 janvier, c'est le chef du gouvernement qui a été contraint à la démission. Les manifestants s'en prennent de plus en plus à présent au président autoritaire Vucic.

Les étudiants organisent leur propre mobilisation, dans chaque université, par des assemblées souveraines ou plénums. Ils se tiennent à distance des partis dits d'opposition, qui sont bien souvent liés aux forces capitalistes de pays étrangers.

« Les étudiants veulent éviter les erreurs des grandes mobilisations des années 1990, lorsque les chefs du mouvement ont fini par intégrer les partis qui ont pris le pouvoir... Certains furent ensuite accusés de corruption », rapporte *Le Monde diplomatique*.

Les gouvernements européens et américains se font discrets pour agir car ils craignent pour leurs intérêts financiers : les Etats-Unis cherchent à capter le secteur de l'énergie et des hydrocarbures, Scholz et Macron poussant de leurs côtés à un « accord de coopération avec l'Union européenne » pour piller la Serbie de ses minéraux critiques, en particulier le lithium. Mais un large mouvement de résistance ne cesse de prendre de l'ampleur à l'encontre des investissements étrangers. C'est le cas de l'anglo-australien Rio Tinto contre lequel des milliers de manifestants se sont déjà rassemblés plusieurs fois dans la période récente pour s'opposer à son projet d'exploitation d'un gisement pour la production



Place de la République à Belgrade, le 8 mars.

de 58 000 tonnes de lithium, qui placerait la Serbie à la tête des producteurs en Europe.

CONTRE LE RÉGIME AUTORITAIRE DE VUCIC

Les événements de ces derniers jours montrent un double mouvement de remise en cause du système incarné par le président Vucic, et d'auto-organisation des masses pour prendre leur destin en main.

Le 4 mars, la crise atteint le Parlement serbe où des fumigènes et des œufs sont lancés contre les membres du gouvernement. Le vice-Premier ministre, Aleksandar Vulin, provocateur, s'est alors dit « heureux qu'il y ait encore dans l'opposition des femmes qui sachent quoi faire avec des œufs » !

Le 7 mars, une nouvelle journée de grève générale a eu lieu dans toute la Serbie et d'immenses cortèges ont défilé à Belgrade, Novi Sad, Nis, Kragujevac, Uzice, Valjevo, Kraljevo, Subotica, Sombor, Pancevo, etc.

Le 8 mars, à la Journée internationale pour les droits des femmes, c'est avec le slogan « Epaule contre épaule, étudiants et travailleurs » que s'est ras-

semblée à Belgrade une foule immense.

A Novi Sad, la mairie a été bombardée d'œufs, par la manifestation en réponse aux propos sexistes du vice-Premier ministre. Une étudiante s'est adressée à la foule : « Nous voulons que le féminicide soit un délit pénal distinct, nous voulons des fleurs et la révolution. »

Depuis le 9 mars, des colonnes de protestation ont commencé à se mettre en marche afin de rallier la capitale le 15 mars pour un nouveau rassemblement national.

Enfin, dimanche un appel à l'auto-organisation des citoyens en assemblées citoyennes (plénium) a été lancé depuis les universités occupées. Le lendemain les étudiants ont bloqué les accès de la Radiotélévision de Serbie pour « libérer le service public d'information ». La police est intervenue immédiatement pour matraquer les jeunes, le président Vucic dénonçant « la violence bolchévique inouïe des pléniums ».

En Croatie et en Slovaquie ont lieu des manifestations de solidarité avec le peuple serbe. ■

ROUMANIE

« La population ne veut pas la guerre, un point c'est tout ! »

■ Echanges avec notre correspondant

L'élection présidentielle en novembre 2024, qui a vu Calin Georgescu arriver en tête au premier tour, a fini par être annulée sur décision du juge de la Cour constitutionnelle roumaine.

Que s'est-il passé depuis que Georgescu est arrivé en tête de l'élection présidentielle ?

Les sympathisants de Georgescu et les partis souverainistes se sont rassemblés pour contester ce qui est fait depuis l'élection présidentielle pour écarter Georgescu. Le 1^{er} mars, ils étaient plus de 17 000 manifestants à Bucarest. Les autorités cherchent à empêcher la participation de Georgescu à la prochaine élection. Toutes les accusations contre lui (manœuvres de la Russie pour biaiser le scrutin...) sont infondées. Alors le pouvoir cherche à l'attaquer sur ses financements. Il y a de grandes inquiétudes sur sa possible arrestation. Georgescu est sous la contrainte d'une surveillance permanente, il a l'obligation de se présenter régulièrement à la police.

Georgescu est un candidat qui soutient un processus de paix, contre la guerre en Ukraine. La position du gouvernement roumain est celle de l'Union européenne.

Le bureau électoral central a donc rejeté la nouvelle candidature de Georgescu pour l'élection présidentielle, en se basant sur la précédente décision de la Cour constitutionnelle. Cette décision a déclenché des protestations de la population, y compris des confrontations avec la gendarmerie, le 9 mars au soir, à Bucarest.

Quelle est l'attitude de la Roumanie par rapport à l'escalade guerrière ?

Un budget militaire a été approuvé par le Parlement de 2,5 % du PIB en 2024, mais seulement 2,3 % ont été utilisés. Il y a une pression de l'Union européenne pour augmenter plus fortement le budget militaire et pour que ce ne soit pas pris en compte pour le déficit du pays. Il est question de passer à 5 % du PIB en 5 ou 10 ans.

Quel est l'état d'esprit de la population ?

Il y a une grande incertitude pour le pays et son avenir. La population ne veut pas la guerre, un point c'est tout. Georgescu est un peu contre l'Otan en défendant l'idée que la Roumanie doit être davantage souveraine. Mais le souverainisme ce n'est pas la limitation du budget militaire.

Pour la prochaine élection, prévue en mai, la Commission électorale a refusé dimanche, que Georgescu (qui fait figure de favori avec 40 % des intentions de vote) soit candidat.



17 000 personnes manifestent à Bucarest le 1^{er} mars en faveur du candidat Calin Georgescu arrivé vainqueur à la présidentielle mais écarté par le gouvernement.

Un tiers de la population soutient Georgescu. Essentiellement parce qu'il est contre le gouvernement. Il propose autre chose, sans pour autant que cette autre chose soit vraiment très claire. Il y a un mouvement de dédagisme contre tous les partis en place parce qu'il y a la pauvreté, la fermeture de presque toutes les grandes usines en Roumanie, l'obligation de migrer, etc. La moitié des travailleurs roumains sont partis en Italie, en Espagne, en Allemagne, au Royaume-Uni, au Portugal, en France... Cette diaspora a voté pour Georgescu.

Y a-t-il, comme en Serbie, une pression de privatisations au bénéfice de multinationales ?

Presque tout le pays est donné au capital occidental. Dacia a été pris par Renault. L'électricité et la distribution du gaz sont passées dans les mains de Gaz de France et d'un trust italien.

Dans les dernières années, le capital américain a beaucoup investi également. Ils ont par exemple racheté le distributeur d'électricité et ils s'apprêtent à vendre à la Roumanie des modules nucléaires pour des petites centrales de production d'électricité. C'est une entreprise mixte Etats-Unis/Roumanie qui contrôle le gaz de la mer Noire. Dans le même temps, les prix du gaz et de l'électricité pour les particuliers se sont envolés, et l'Etat subventionne maintenant les ménages pour pouvoir régler les factures. Par ailleurs, les prix des produits alimentaires sont très élevés. Des sociétés autrichiennes, allemandes, françaises, ont pris le contrôle de la grande distribution et sont à l'origine de cette explosion des prix. Il y a des appels à boycotter les grandes surfaces – comme cela s'est fait en Croatie, où cela a bien fonctionné. Et pour l'instant, le boycott en Roumanie est de l'ordre de 10 %.

SUÈDE

Pour la défense d'Erik Helgeson, vice président des dockers de Göteborg !

Début février 2025, la direction du port annonçait sa volonté de licencier le représentant syndical au moment où les dockers engageaient une action collective de blocus des équipements militaires à destination et en provenance d'Israël.

Correspondant

Malgré l'intervention du syndicat des dockers de Göteborg auprès de l'employeur Gothenburg RoRo Terminals (GRT) contre le licenciement, GRT maintient son intention de licencier Erik Helgeson. L'employeur invoque maintenant le droit du travail plutôt que la loi sur la sécurité comme il l'avait précédemment annoncé. Les motifs invoqués changent mais la volonté de l'employeur de licencier Erik Helgeson, est le point de départ de tout. Le syndicat des dockers considère le limogeage de son vice-président comme une attaque contre

l'ensemble du monde syndical. Mais les dirigeants nationaux des syndicats LO, TCO, et SACO se refusent à intervenir. Le secrétaire aux contrats de LO allant jusqu'à déclarer : « Je ne vais pas commenter ce cas particulier. Je ne connais pas du tout les détails et il ne s'agit pas d'un syndicat de LO ». Déclaration honteuse. Heureusement de nombreux syndicalistes de LO ont pris position pour la défense d'Erik Helgeson (voir ci-dessous).

Il est établi que ce sont les entreprises d'armement en Suède qui ont demandé à GRT de sévir contre l'action des dockers. Ceux qui font du profit sur le génocide en Palestine ne veulent pas de blocus qui gêne leurs affaires.

Au moment où tous les gouvernements en Europe se disposent pour l'escalade guerrière et la hausse des ventes d'armes (qu'à juste titre les dockers de Gènes qualifient de « trafic d'armes ») la solidarité est nécessaire pour défendre Erik Helgeson. ■

Le point de vue du syndicat

« L'estime que GRT veut se débarrasser d'Erik Helgeson en raison de son travail syndical aux niveaux local, national et international. Le licenciement a probablement également été discuté avec l'organisation patronale Ports of Sweden et approuvé par celle-ci.

Nous ne pensons pas que cela soit réellement lié au blocus des équipements militaires à destination et en provenance d'Israël, mais que les actions actuelles sont purement opportunistes. Ils ont vu une opportunité d'utiliser le débat politique entourant le blocus pour licencier plus facilement Erik Helgeson sans que l'accent soit mis sur la violation évidente de la liberté d'association et la violation de la protection supplémentaire dont bénéficient les représentants syndicaux.

Nous pouvons conclure que la stratégie médiatique de l'employeur a échoué. Néanmoins, le droit du travail a sa propre logique, où des prétextes légers et l'arbitraire sont désormais si souvent utilisés pour se débarrasser des salariés « pour des raisons personnelles ». Ce n'est pas non plus la première fois que l'on voit la loi sur la protection de la sécurité, relativement nouvelle, utilisée comme base pour un licenciement sans même qu'il soit possible d'en connaître les raisons. ■

Depuis que l'avis de licenciement a été rendu public, le syndicat des travailleurs du port et Erik Helgeson ont personnellement reçu de nombreuses expressions de soutien.

UN SOUTIEN PUBLIC FORT

En plus des mots chaleureux des amis et collègues, une longue liste de syndicats au sein de LO, TCO, SACO et SAC ont envoyé des déclarations de soutien. De nombreux syndicats étrangers prennent également contact avec nous.

Il est clair que beaucoup considèrent ce licenciement comme une grave violation du droit de représenter leurs membres en tant que membre d'un syndicat, et il existe une grande colère face à ce qui est perçu comme un comportement particulièrement inacceptable envers un individu avec des accusations, sans fondement, de risque pour la sécurité nationale.

Nous notons également des campagnes sur les réseaux sociaux et une pression par courrier électronique envers la compagnie maritime DFDS.

Parallèlement aux appels lancés au GRT pour qu'il retire sa décision, nous avons été inondés ces dernières semaines d'expressions de soutien concernant le blocus des équipements militaires à destination et en provenance d'Israël. ■

GRANDE-BRETAGNE

De plus en plus de municipalités se déclarent insolvable

JP Martin

Le phénomène n'est pas nouveau. Il y a deux ans la ville de Birmingham se déclarait en faillite. Ce fut le tour de Nottingham fin 2023. En tout, huit municipalités en six ans se sont déclarées en faillite. L'Association des administrations locales estime que 20 % des villes britanniques seront en faillite « probable » dans les deux prochaines années. Pour éviter la faillite, nombre de villes utilisent les expédients habituels pour

faire face aux dépenses : augmentation des taxes d'habitation, augmentation des tarifs publics, réduction des services publics locaux, investissements à but commercial rentables, recours au fonds de roulement disponible, vente d'actifs. Mais cela ne peut suffire. Il s'agit de milliards. Les budgets locaux sont alimentés essentiellement par des impôts locaux et des dotations du gouvernement qui figurent au budget de l'Etat. Ces dotations aux collectivités manifestement insuffisantes et une inflation vertigineuse à 10 % sur les années 2022

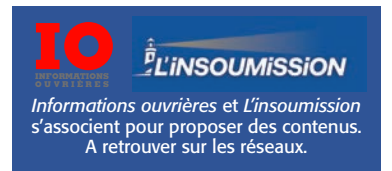
et 2023, sans que cette inflation ne redescende (+ 2 % officiellement les années suivantes) expliquent en grande partie ces banqueroutes. Selon le code des collectivités locales, toute dépense est interdite aux villes en faillite sauf les dépenses essentielles, par exemple le ramassage des ordures ménagères, même si la ville de Bristol, qui vient de fermer trois musées, réduira la fréquence de ramassage des ordures ménagères pour économiser 52 millions de livres sur cinq ans. Pour sa part, la municipalité de Leeds a supprimé 700 emplois en 2024.

Comme pour le précédent gouvernement conservateur, il n'est pas question pour le gouvernement de Starmer – à ce jour – de renflouer les municipalités en faillite. Courant février, le gouvernement travailliste a exceptionnellement autorisé trente municipalités à emprunter la somme de 1,5 milliard de livres au total et à augmenter la taxe d'habitation jusqu'à parfois +10 %. Ces mesures visent seulement à éviter une situation de faillite et non pas à garantir le maintien des services publics locaux.

Le mantra du « redressement-de-l'économie-mise-à-mal-par-les-conservateurs », l'abondement croissant des budgets militaires, l'aide militaire à l'Ukraine, sont une absolue priorité pour le gouvernement travailliste. Pas le sort de la population.

A terme ce sont tous les services publics locaux qui sont menacés : éducation, assainissement, transports en commun, services culturels, aides sociales locales rendant encore plus précaire la vie de millions de gens. La barbarie s'empare inexorablement du quotidien au Royaume-Uni. ■

Trump, le symptôme de la crise chronique du capitalisme



■ Interview de **Xabier Arrizabalo**, professeur à l'université Complutense de Madrid et membre du Comité pour l'alliance des travailleurs et des peuples (CATP)

A peine plus d'un mois après son investiture, Donald Trump a livré son premier discours au Congrès mercredi 5 mars dernier, dans lequel il est revenu sur les premiers jours de son mandat, « les 100 décrets présidentiels » et « les 400 mesures exécutives ». Quels sont les impacts de ces décrets et mesures pour l'économie mondiale et pour les peuples ?



Xabier Arrizabalo : Les manières grossières et insultantes de Trump ne doivent pas nous laisser croire que ses politiques sont illogiques. Pour comprendre toute mesure, il faut toujours différencier son impact spécifique sur chaque classe sociale, car la caractéristique fondamentale de toute société de classe, comme la société capitaliste, réside en ce que les intérêts des différentes classes sont non seulement différents, mais aussi opposés.

En ce sens, les mesures de Trump consistent, avant tout, en une déclaration de guerre contre la classe travailleuse, en particulier contre ses segments les plus vulnérables, tels que les femmes, les immigrés ou, entre autres, les employés du secteur public ayant moins d'ancienneté. Il s'agit de réductions d'impôts pour les plus riches et de la suppression des fonds pour les indemnités compensatoires ; de la reclassification des fonctionnaires pour faciliter leur licenciement ; de l'annonce de déportations massives d'immigrés et de la fin du droit du sol pour la naturalisation des enfants nés d'immigrés sans papiers, etc. En dehors des Etats-Unis, la mesure qui exprime le plus clairement le contenu criminel de cette politique est sans aucun doute son projet d'expulsion totale et définitive de la population

« Les gouvernements européens s'empressent de répondre aux exigences de Trump, notamment en augmentant les dépenses d'armement. »

gazaouie de Palestine (sans oublier que son soutien inconditionnel au génocide s'inscrit dans la continuité de la politique de Biden).

Evaluer les effets prévisibles de ces mesures sur l'économie mondiale en général nécessite de partir de sa caractérisation actuelle : une sorte de crise chronique, c'est-à-dire une succession de crises sans périodes d'expansion entre elles. Trump intensifie la fuite en avant déjà en cours. Sa politique n'inversera pas la destruction de plus en plus systématique des forces productives, mais elle ne fera que l'exacerber : crises, guerres, pillage de la nature et, surtout, dévalorisation de la force de travail.

Donald Trump a notamment annoncé l'augmentation significative des droits de douane, ce qui fait dire au Wall Street Journal que la guerre commerciale lancée par les Etats-Unis contre leurs trois principaux fournisseurs, Mexique, Canada et Chine, est « la plus stupide de l'histoire ». Comment expliquer cette décision ? En plus, la politique menée par Trump, au-delà des conséquences internationales, inquiète jusques et y compris les entreprises américaines. Quels intérêts économiques sert Trump ?

X. A. : Depuis des décennies, le FMI, dans le cadre de ses politiques d'ajustement, impose des mesures de libéralisation commerciale et financière, en même temps que de déréglementation du travail, de privatisations, etc. Pour ce faire, il invoque l'idée que le « libre-échange » favoriserait la croissance, elle-même levier du bien-être de l'ensemble de la population.

Cela signifie-t-il que l'ensemble du capital exige une même politique éco-

nomique et notamment cette libéralisation commerciale et financière ? Le capital dans son ensemble ne partage qu'un seul objectif : abaisser le coût de la main-d'œuvre pour produire la plus grande quantité possible de plus-value, qui est la source de son profit. Cette formule du FMI est doublement frauduleuse : le libre-échange ne favorise pas le développement, et le FMI ne combat pas les politiques fortement protectionnistes des puissances, notamment celle des Etats-Unis (par exemple dans l'agriculture). La revendication de libre-échange n'a fait qu'obéir aux intérêts du capital, notamment américain, pour étendre ses marchés (sans réciprocité), ce pour quoi les gouvernements soumis se sont retrouvés pieds et poings liés, ainsi, dans ce qu'on appelle les traités de libre-échange, incompatibles avec la souveraineté nationale.

Dans le contexte convulsif actuel, Trump n'a pas seulement l'intention de mettre en œuvre cette politique si agressive contre le travail, mais en particulier celle réclamée par une fraction du capital, même si cela affecte négativement l'accumulation du capital en général. Le *Wall Street Journal* en appelle à la « responsabilité », aspirant à la chimère d'une économie capitaliste stable, alors que la réalité est que c'est la logique capitaliste qui aggrave la dislocation du marché mondial, incapable d'absorber les besoins de valorisation du capital dans son ensemble. La compétition est partie en flèche et il devient de plus en plus évident que la politique économique ne peut pas servir pleinement le capital dans son ensemble.

Il est donc nécessaire d'examiner quels secteurs du capital sont spécifiquement servis par la politique de Trump. Pour ce faire, il faut radiographier précisément la structure de propriété du capital et les modes de valorisation de chacune des fractions du capital, c'est-à-dire dans quels espaces du marché mondial elles parviennent à se valider en tant que capital.

On distingue aujourd'hui deux phénomènes sur le marché mondial.

D'une part, l'affaiblissement économique du capital américain, même s'il est relatif et n'implique pas la perte de sa position dominante. Les Etats-Unis, dont la population ne représente que 4 % de la population mondiale, fournissent 25 % de la production totale et réalisent 40 % des dépenses militaires.

D'autre part, l'essor économique de la Chine, lié au pouvoir de la planification, même si son caractère bureaucratique entraîne un coût social énorme. L'économie chinoise ne peut pas être étrangère aux convulsions du marché mondial. Historiquement, l'hégémonie d'une puissance reposait sur la productivité de ses industries et sur les canons de ses marines impériales. La domination militaire des Etats-Unis est incontestable, mais en termes de productivité, leur position est remise en cause, notamment par la Chine, mais pas simplement à la manière classique depuis les années 1980, car le pays asiatique est aujourd'hui leader dans certains développements technologiques (comme le montre son dépassement des entreprises américaines dans le domaine de l'intelligence artificielle).

C'est dans ce contexte que l'on peut comprendre la déclaration de guerre commerciale de Trump, au service d'une fraction du capital américain. Un pari fort qui implique des effets économiques défavorables pour la majorité, avec des implications telles que la hausse prévisible de l'inflation. On peut aussi comprendre le rapprochement avec Poutine, mis en scène lors de la réunion de Riyad du 5 mars, dont l'arrière-plan consiste à neutraliser la Russie grâce à certaines concessions à son oligarchie.

C'est dans ce contexte que l'on peut comprendre la déclaration de guerre commerciale de Trump, au service d'une fraction du capital américain. Un pari fort qui implique des effets économiques défavorables pour la majorité, avec des implications telles que la hausse prévisible de l'inflation. On peut aussi comprendre le rapprochement avec Poutine, mis en scène lors de la réunion de Riyad du 5 mars, dont l'arrière-plan consiste à neutraliser la Russie grâce à certaines concessions à son oligarchie.

Les injonctions de Trump en direction des pays membres de l'Otan d'augmenter leurs dépenses militaires à 5 % du PIB ont été reçues « 5 sur 5 » par les gouvernements européens, qui s'empressent de les « mettre en musique » dans chacun des pays. Quelles sont les conséquences économiques ?

X. A. : Une fois de plus, il se confirme que l'UE n'est ni une union, ni européenne. Ce n'est pas seulement parce que les intérêts des travailleurs et des capitalistes ne peuvent pas s'unifier (ni, en fin de compte, ceux des différents capitalistes), mais à cause de sa soumission aux Etats-Unis dès son origine dans le plan du général Marshall qui a décidé la modalité de reconstruction européenne après la guerre. En effet, les gouvernements européens s'empressent de répondre aux exigences de Trump, notamment en augmentant les dépenses d'armement.

Le secrétaire américain à la Défense, Pete Hegseth, l'a dit sans ambages lors de la réunion du Groupe de

contact sur la défense de l'Ukraine à Bruxelles le 12 février : « *Nous sommes à un tournant critique (...) 2 % du PIB ne suffisent pas ; le président Trump a demandé 5 %, et je partage son point de vue (...)* Les Etats-Unis ne peuvent plus se concentrer principalement sur la sécurité de l'Europe (...) nous sommes confrontés à des menaces directes sur notre propre territoire. Nous devons – et nous le faisons –

« Les actions de Trump révèlent que le problème n'est pas le fétiche du néolibéralisme, mais la logique sans fard du capital, face à laquelle seule peut s'opposer l'action organisée de la classe travailleuse. »

donner la priorité à la sécurité de nos propres frontières. Nous sommes également confrontés à un concurrent stratégique majeur : la Chine communiste, qui a la capacité et l'intention de menacer notre territoire et nos intérêts fondamentaux dans la région indo-pacifique. Les Etats-Unis donnent la priorité à la dissuasion d'un

conflit avec la Chine dans le Pacifique (...) nous avons vu des signes encourageants montrant que l'Europe est en train de prendre conscience de la menace, qu'elle comprend ce qu'il faut faire et commence à agir (...) La Suède a récemment annoncé son plus important programme d'aide (...) la Pologne consacre déjà 5 % de son PIB à la défense, ce qui est un modèle pour le continent. Et 14 pays codirigent des « coalitions de capacités », qui font un excellent travail en coordonnant l'assistance létale européenne dans huit domaines clés (...). Il reste beaucoup à faire. Nous appelons tous et chacun de vos pays à tenir les engagements qu'ils ont pris ».

Les conséquences sont faciles à deviner, car il s'agit d'une pure arithmétique : pour augmenter les dépenses militaires, étant donné le renoncement à taxer le capital, il faut soit les faire financer par la classe travailleuse via les impôts (maintenant ou plus tard si les Etats s'endettent pour le faire), soit, plus directement, par une réduction des salaires dans leurs composantes indirectes et différées (santé, enseignement, etc.). Comme l'a dit Patrick Martin, président du Medef sur RMC le 3 mars : « *Le Danemark a décidé de repousser l'âge de la retraite à 70 ans pour que l'économie puisse financer l'effort de guerre.* »

Les actions de Trump révèlent que le problème n'est pas le fétiche du néolibéralisme, mais la logique sans fard du capital, face à laquelle seule peut s'opposer l'action organisée de la classe travailleuse en défense de ses aspirations légitimes, aujourd'hui possibles grâce à sa productivité. Dans la lutte contre la guerre, contre le génocide et pour les acquis des travailleurs, dans la perspective de la réunion contre l'Otan en juin prochain, nous avons organisé deux événements à Madrid – à Vallecas et à Getafe, deux villes ouvrières – auxquels ont participé des dirigeants politiques de différentes organisations, y compris les participants à la conférence de Berlin en novembre dernier.

AFP



Trump, en juin 2016.

INDE

Préparer la riposte par la grève générale pour faire reculer le gouvernement Modi

■ 11^e conférence de la confédération *All India Central Council of Trade Union* (AICCTU)

Daresh Hake

Du 24 au 26 février s'est tenue à Delhi la 11^e conférence de la confédération AICCTU (*All India Central Council of Trade Unions*). L'AICCTU a débuté sa conférence par un meeting au stade Talkatora à New Delhi réunissant plus de 5 000 délégués.

Syndicat confédéré créé en 1989, l'AICCTU « a construit ces trente-cinq dernières années des mouvements de résistance de manière indépendante et en solidarité avec tous les autres syndicats centraux du pays. » Lors de sa 11^e conférence, il a lancé un appel à la « reconquête des droits des travailleurs » dans la situation où l'exploitation et la répression brutales de la classe ouvrière ont atteint leur apogée sous le régime du BJP (1) dirigé par Modi. Comme le rappelle la direction de l'AICCTU lors de la conférence : « La classe ouvrière en Inde est aujourd'hui confrontée à la pire attaque jamais vue contre sa vie, ses moyens de subsistance et ses droits, avec un chômage record et une hausse des prix, couplés à des licenciements massifs, des baisses de salaires, une Sécurité sociale agonisante, une contractualisation à outrance, des fermetures d'entreprises, des lock-out, une pauvreté qui monte

Les rues résonnent de puissants mouvements de diverses sections de travailleurs.

en flèche, une faim omniprésente et des inégalités croissantes. (...) Au nom du "Viksit Bharat" (Inde développée), Modi s'est lancé dans une frénésie de ventes. Le pays tout entier est vendu à ses amis du monde des affaires comme Adanis et Ambanis, ce qui ne conduit qu'à la concentration des richesses entre quelques mains et à la destruction des emplois et des moyens de subsistance. Les services essentiels deviennent de plus en plus inaccessibles aux masses laborieuses et aux pauvres. » Dans cette conférence, il a été rappelé : « Profitant de ce scénario de misère, d'attaques et de dévastation, le gouvernement Modi et le BJP-RSS s'efforcent

d'accentuer la polarisation communautaire. Leur dernier slogan haineux et venimeux est "Banten Ge to Katen Ge (Vous êtes tués si vous êtes divisés)", destiné à inciter les hindous à la haine, afin d'élever la politique de la haine à des sommets plus élevés et aussi de détourner l'attention des peuples des questions fondamentales et de diviser l'unité des peuples en lutte. »

Appel lancé à la « reconquête des droits des travailleurs » dans une situation où l'exploitation et la répression brutales de la classe ouvrière ont atteint leur apogée sous le régime dirigé par Modi.

Face à cette politique, la classe ouvrière agit et réagit avec le mouvement militant historique des agriculteurs, qui dure depuis un an, et a forcé le gouvernement Modi à retirer trois lois agricoles. Les rues résonnent de puissants mouvements de diverses sections de travailleurs, notamment des travailleurs des programmes de l'assainissement, des banques et assurances et de l'industrie, ainsi que d'un mouvement soutenu des employés du gouvernement. Rajiv Dimri, secrétaire général national de l'AICCTU, a déclaré que l'événement mettait en lumière les difficultés croissantes rencontrées par les travailleurs indiens et a appelé à une lutte unie pour recouvrer leurs droits et leur dignité. Dipankar Bhattacharya, secrétaire général du Parti communiste indien (marxiste-léniniste), a souligné l'érosion de la journée de travail de huit heures, les travailleurs étant maintenant contraints de travailler jusqu'à 12 heures sans salaire, ni dignité équitables. Bhattacharya a souligné la nécessité de lutter contre la haine religieuse, les castes et l'exploitation, déclarant : « Nous sommes des travailleurs du monde, et le monde est à nous. » Le camarade Sarabjit Singh de

la Fédération des chemins de fer de tous les Etats d'Inde a critiqué la privatisation et la destruction des emplois ferroviaires. Plusieurs intervenants sont revenus sur la nécessaire solidarité avec le peuple palestinien. Le camarade Rajaram Singh, président de *All India Kisan Mahasabha* (AIKM - front paysan) et membre du Parlement, a exprimé sa solidarité avec les travailleurs palestiniens et a condamné la décision du gouvernement indien d'envoyer des travailleurs en Israël.

Et le matin même de l'ouverture de la 11^e conférence, la police de Delhi a retiré des banderoles contre Israël et le RSS-BJP (*The Telegraph*). Les conclusions de cette conférence sont de préparer la riposte, par la grève générale, pour faire reculer le gouvernement Modi sur sa politique du bulldozer contre le Code du travail. Les délégués sont repartis déterminés.

(1) Parti nationaliste d'extrême droite, au pouvoir depuis 2014.

Extraits du message du Cilé aux participants de la conférence de l'AICCTU

Le Comité international de liaison et d'échanges (Cilé) adresse ses salutations fraternelles aux délégués et participants de la 11^e conférence de l'AICCTU. La situation dans le monde, en Asie, en Europe, en Afrique, sur le continent américain, appelle à la solidarité internationale. En effet, dans une déclaration à Bruxelles, le secrétaire américain à la Défense, Pete Hegseth, a déclaré aux ministres de la Défense de l'Otan : « Nous sommes confrontés à un concurrent de taille, la Chine communiste, qui a la capacité et l'intention de menacer notre patrie et nos intérêts nationaux fondamentaux dans la région indo-pacifique. Les Etats-Unis accordent

la priorité à la prévention de la guerre avec la Chine dans le Pacifique. » L'impérialisme américain a l'intention de déplacer la guerre de l'Ukraine (Europe) vers l'Asie, en ciblant particulièrement la Chine. L'administration américaine continue le pillage des ressources sur tous les continents. Unis, les peuples ouvriront la voie à un nouvel avenir où les intérêts des ouvriers et des paysans domineront, balayant les guerres et l'exploitation. Nous saluons fraternellement votre conférence, ses délégués et ses invités. Votre résistance est notre force. »

CORÉE DU SUD

100 000 manifestants à Séoul contre la mise en liberté du président Yoon Suk-yeol

Albert Tarp

Vendredi dernier, le tribunal du district central de Séoul a déclaré avoir approuvé la demande de remise en liberté du président sud-coréen, Yoon, estimant que l'acte d'accusation du 26 janvier contre lui pour insurrection, qui avait permis de prolonger sa détention, était intervenu quelques heures après l'expir

ation de la période initiale de détention de dix jours. Le tribunal a ainsi rejeté la méthode habituelle du procureur pour calculer la durée de détention. Le 9 mars, deux jours après la libération de Yoon Suk-yeol, un rassemblement pour une « action d'urgence pour la démission immédiate de Yoon Suk-yeol et pour la réforme sociale » s'est tenu à la gare de Gyeongbokgung de Séoul. Le rassemblement appelait éga-

lement à la destitution du président Yoon. Il a rassemblé 100 000 personnes qui ont fini par occuper deux des quatre voies de la rue Sajik-ro. La police avait déployé douze unités de police anti-émeutes, soit environ 700 agents. Les participants au rassemblement agitaient des drapeaux et des bâtons avec des slogans tels que : « Exécutez l'insurgé Yoon Suk-yeol », « Dictature des poursuites, effondrement économique, destitution de Yoon Suk-yeol, trahison pro-japonaise, diplomatie humiliante » ou encore « Le meneur de la rébellion, Yoon Suk-yeol, doit démissionner immédiatement » mais aussi des pancartes appelant à la dissolution du « parti du pouvoir populaire qui sympathise avec la rébellion interne » et des slogans affirmant la complicité du ministère public et exigeant la démission de Sim Woo-jeong. De son côté, la direction du Parti démocrate avait demandé à ses 170 députés de descendre dans les rues du centre de Séoul, exhortant la Cour constitutionnelle à rendre rapidement un verdict sur la destitution de Yoon. La Confédération coréenne des syndicats et la Solidarité du peuple pour la démocratie participative avaient également appelé leurs membres à participer à la manifestation.

Selon la Confédération coréenne des syndicats (KCTU), qui compte deux millions d'adhérents, : « L'annulation du mandat d'arrêt contre Yoon Suk-yeol est un acte de mépris envers les personnes qui ont souffert du comportement anticonstitutionnel, antidémocratique et anti-ouvrier de Yoon Suk-yeol. La nation entière a été témoin de la rébellion en direct à la télévision. Nous ne pouvons pas permettre aux insurgés de parcourir les rues en pointant leurs armes sur les citoyens ». Alors que la Fédération des syndicats coréens (FKTU, deux millions d'adhérents également) a affirmé « ne pas s'empêcher d'être étonnée du fait que Yoon Suk-yeol, le leader qui a émis l'ordre de loi martiale illégal, qui a porté atteinte à l'ordre constitutionnel, a été libéré alors que des personnages clés de la mission de rébellion interne sont arrêtés et font l'objet d'une enquête les uns après les autres. La Cour constitutionnelle doit prendre une décision rapide et équitable pour destituer l'insurgé, afin que le spectre de la loi martiale illégale ne soit plus jamais ravivé ». Mardi, la KCTU a annoncé convoquer une nouvelle manifestation nationale le 15 mars pour à nouveau exiger le départ de Yoon.

En bref

Brésil

Le 28 février, une délégation représentant plusieurs syndicats de professionnels de santé brésiliens s'est rendue auprès du président Lula pour lui faire part de leur participation à la campagne internationale qui exige la libération du médecin palestinien Hussam Abu Safiya.



Le 25 janvier dernier, manifestation contre Yoon Suk-yeol, à Séoul.

Munich 1938 ?



Le directeur de *La Tribune Dimanche*, Bruno Jeudy, ici en compagnie de Nicolas Sarkozy, en novembre 2022.

Les va-t'en guerre de tout bord, dont Bruno Jeudy, directeur de *La Tribune Dimanche*, s'écrient en chœur « *C'est Munich !* », en allusion à la capitulation des « démocraties occidentales » devant Hitler en septembre 1938. Parlons-en...

Jean-Marc Schiappa

À chaque crise internationale majeure, il faut trouver une justification à la politique réactionnaire. En général, comme ces gens-là ont une bien faible imagination, ils poussent à intervalles réguliers le bon vieux cri « *C'est Munich !* », en allusion à la capitulation des « démocraties occidentales » devant Hitler en septembre 1938 – oubliant, au passage, que ce sont leurs ancêtres qui ont capitulé. Il y a eu le socialiste Guy Mollet comparant le nationaliste égyptien Nasser à Hitler en 1956 ; la même comparaison a été faite, entre autres, contre Kadhafi (avant qu'il ne soit reçu – et un peu plus – par Sarkozy), contre

Saddam Hussein (en négligeant qu'il avait été aidé par l'impérialisme dans la guerre contre l'Iran) ; contre les dirigeants de l'ex-Yougoslavie (qui ne privatisaient pas assez vite).

Bref, si vous n'applaudissez pas à l'impérialisme, on hurle contre vous « *Munichois !* » Quant à savoir qui est le Munichois du moment, il suffit de regarder où flotte la chemise blanche de BHL.

Aujourd'hui, c'est le bon réactionnaire Bruno Jeudy qui se colle à la besogne : « *Il flotte en ce mois de février 2025 un parfum de Munich en septembre 1938* », écrit-il dans *La Tribune* du 23 février 2025.

Parce que Trump, qui a besoin de frapper encore plus fort, plonge Macron et l'Union européenne dans une crise existentielle, Bruno Jeudy reprend le sentier de la guerre (qu'il ne fera pas, évidemment). Avec la vivacité de l'amoureux éconduit, il s'indigne. Et change son fusil (en carton) d'épaule : maintenant, il faut défendre Macron, et non plus les USA, après avoir défendu Sarkozy, Fillon, et en attendant...

Si vous ne soutenez pas Macron, vous respirez l'air de « Munich ». Une guerre ? Des centaines de milliers de morts ? Des pays à feu et à sang ? Une menace nucléaire ? Des économies par terre dans tout le continent ? Munichois, vous dis-je !

Et, pourtant, il existe dans l'indignation périodique de Bruno Jeudy et des siens un fond de vérité.

Il flotte bien, non un parfum de Munich, mais un parfum de 1938.

En effet, contrairement à ce que l'on pourrait croire et à la formule bien connue du réactionnaire Charles Maurras, l'avènement du régime de Vichy en 1940 ne fut pas « *une divine surprise* ».

Le passage à l'ordre vichyste avait été préparé par de longues années de démolition du mouvement ouvrier, dirigé par le socialiste Blum (imposant « *une pause dans les réformes* ») et le communiste Thorez (« *il faut savoir terminer une grève* »). Une fois que ces derniers – « *la gauche officielle* » en somme –, avaient fait leur travail, ce fut un vulgaire politicien bourgeois, le radical Edouard Daladier, qui s'installa au pouvoir et prépara le terrain à Vichy. Il suivit un programme très simple, combinant trois aspects bien connus des lectrices et lecteurs d'*Informations ouvrières* : destruction des conquêtes sociales, attaques contre les libertés, politique explicitement xénophobe. Utilisant la crise internationale pour des besoins de politique intérieure (tiens !), le gouvernement Daladier obtient les pleins pouvoirs, le 5 octobre 1938, afin de prendre « *les mesures tendant au redressement immédiat de la situation financière et économique du pays* » et revient sur la semaine de 40 heures. Le patronat jubile : on en a fini avec la semaine des « *deux dimanches* » !

Alors que les chefs syndicaux répu- gnent au combat (tiens !) et lancent

l'appel à la grève générale à reculons et sans volonté, celle-ci a lieu le 30 novembre. Mal préparée, elle est le prétexte à des milliers de licenciements de militants syndicaux et elle prépare l'interdiction d'organisations ouvrières l'année suivante.

Très logiquement, Daladier s'en prend aux travailleurs immigrés (1) et promulgue une loi

Utilisant la crise internationale pour des besoins de politique intérieure (tiens !), le gouvernement Daladier obtient les pleins pouvoirs, le 5 octobre 1938, afin de prendre « les mesures tendant au redressement immédiat de la situation financière et économique du pays » et revient sur la semaine de 40 heures.

détaillée contre ceux-ci sur la base d'une propagande raciste, notamment de la grande presse. Comme l'a montré l'historien Gérard Noiriel (2), Vichy n'aura qu'à puiser dans les textes, les fichiers des personnes, les camps de concentration, les fonctionnaires mis en place, le matériel, pour faire appliquer sa poli-

tique. Il y a profonde continuité entre la xénophobie de Daladier et celle de Vichy.

Alors, connaissons-nous un parfum de 1938 ? Non, la résistance acharnée des travailleurs et des peuples prend diverses formes et trouve, en France, dans LFI, une force politique de rupture, implantée et impliquée, une force grandissante, de plus en plus solide.

Voilà pourquoi Bruno Jeudy a tort. Mais il s'en fiche. Demain ou dans trois mois, on lui demandera de repousser le cri rituel « *C'est Munich !* ». Et il le fera...

(1) Le site marxists.org publie la brochure de l'organisation trotskyste Parti ouvrier internationaliste de juin 1938 qui est intitulée *Une loi barbare*. https://www.marxists.org/francais/naville/works/1938/06/loi_barbare.pdf. Nos camarades écrivaient : « *Le sous-prolétariat des travailleurs immigrés est l'une des plus puissantes colonnes de la Révolution française* ». Ils se prononçaient pour l'abrogation du décret-loi du 2 mai 1938 et pour l'égalité pleine et entière entre travailleurs de toutes origines.

(2) Gérard Noiriel, *Les origines républicaines de Vichy*, Fayard, 1999.

LES NÔTRES

Bernard Duwez



Bernard, né en 1940, décédé ce 6 janvier, était arrivé en Corrèze il y a 38 ans. Il a travaillé comme ouvrier métallurgiste dans les entreprises Saumier et Saule ainsi que dans des missions d'intérim qui le conduiront jusqu'à la retraite en 2000. Au cours de ces années, Bernard a été un militant toujours présent et volontaire pour participer à toutes les activités du syndicat de la métallurgie et de l'UD car il était convaincu que l'action syndicale est indispensable à la dignité de la classe ouvrière.

Pour Bernard, tout avait commencé en Loire-Atlantique. Il se plaisait à raconter ses débuts dans le monde du travail, sa formation en chaudronnerie aujourd'hui quasiment disparue puis ses divers emplois dans le domaine de la métallurgie et des chantiers navals, et bien sûr ses combats syndicaux dans ce département dont il a toujours gardé la nostalgie.

Son engagement syndical est devenu une évidence pour améliorer la condition ouvrière, les salaires, les conditions de travail, et la sécurité. En 1973, il contribue à créer une section FO aux Ateliers de la Loire à Couëron qui remporte les élections au CE, puis à Donges en 1980. Il siège également à la Cram comme administrateur FO.

Pendant ces années de militantisme, il partageait, outre ses convictions syndicales, avec Robert Gaboriau et Yvon Rocton un engagement de militant politique de la IV^e internationale, car il était persuadé que la classe ouvrière ne pourrait s'émanciper totalement sans rompre les chaînes du capitalisme. Ces convictions que nous avons en commun, il les a portées tant que sa santé le lui a permis.

Comme militant ouvrier, il était particulièrement apprécié dans l'UD, comme en témoignent les nombreux messages de camarades qui l'ont côtoyé dans une réunion, une manifestation, une diffusion, un 1^{er} Mai, ou lors de collages d'affiches, et qui se souviennent d'un militant authentique, disponible, et qui répondait toujours présent car pour lui, il n'y avait pas de basses besognes dans le militantisme.

Nous sommes pour notre part fiers d'avoir partagé ses engagements de militant ouvrier, sa franche camaraderie, sa sincérité, toujours prêt à rendre service, ô combien attachant et sympathique. Salut camarade !

Trait libre



Des romans graphiques débarquent à la librairie Selio

Il y a quelques mois, les mangas sur *Le Capital* de Karl Marx faisaient leur entrée à la Selio. Aujourd'hui, c'est au tour du Label 619 d'arriver dans les rayons de la librairie.

Shangri-La, Frontier, Shin Zero : des œuvres percutantes, engagées, en prise directe avec les violences du capitalisme et les révoltes qu'il engendre. Entre dystopie totalitaire et western cyberpunk ou encore des Power Rangers victimes de l'ubérisation, ces récits ne font pas de concessions.

Loin des ouvrages traditionnels de la Selio, ces romans graphiques offrent une nouvelle approche critique de la société et du capitalisme. A découvrir dès maintenant.



Frontier, de Guillaume Singelin

Votre librairie La SELIO

www.selio4.org

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
les lundis, mercredis et vendredis après-midi.
Tél. : 01 42 46 09 53

NOTES DE LECTURE

Staline, « penseur » marxiste ?

Une insulte grossière à Marx et Engels

Depuis l'implosion de l'URSS, l'historiographie officielle s'efforce, dans tous les pays, d'amalgamer les crimes du stalinisme... et la Révolution russe de 1917. Celle-ci a favorisé, dans toute l'Europe, la mobilisation ouvrière pour mettre fin à la guerre; et pour tenter d'abolir la domination du capitalisme, générateur permanent de guerre.

L'objectif de ces falsifications est transparent: persuader les travailleurs que, s'ils renversent les gouvernements bourgeois, ce sont le goulag, la dictature policière et les massacres du stalinisme qui les attendent.

Ces exorcismes contre la révolution et le marxisme ont été proférés, en France, par le groupe très médiatisé, *Livre noir du communisme* (1995). Son guide politique, Stéphane Courtois, est un grand admirateur de l'idéologue allemand Ernst Nolte, dont il a préfacé l'ouvrage majeur. La thèse de ce dernier est que Hitler n'a fait que se « défendre » contre un gouvernement soviétique où prédominaient de nombreux juifs...

Les faussaires bourgeois – qui cachent soigneusement que la contre-révolution stalinienne extermina d'abord ses premiers ennemis, les révolutionnaires communistes de 1917 – viennent de trouver un renfort inattendu, venu d'une certaine gauche. L'historien Jean-Numa Ducange publie un « *Que sais-je* », où il présente les criminels staliniens comme un « courant », parmi les autres, du marxisme! Le pluriel de son titre, *Les marxismes*, veut indiquer cette thèse principale, qui lui vaudra sûrement des éloges bien-pensants.

Jean-Numa Ducange est le rédacteur en chef, l'inspirateur et le conférencier habituel d'une revue, *Mouvement ouvrier, lutte des classes et révolution*. Nous publions une note de lecture de l'historien Jean-Jacques Marie, directeur du site *Cahiers du mouvement ouvrier*, auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire de l'URSS, le dernier sur la collaboration Staline-Hitler, le prochain à paraître sur la résistance à l'oligarchie stalinienne dans les usines et les goulags. M. S. ■

Jean-Jacques Marie

Dès la page 6 de son petit livre *Les marxismes*, Jean-Numa Ducange avertit son lecteur: « *Nous accordons autant d'importance au marxisme-léninisme stalinien qu'aux diverses pensées critiques et dissidentes se réclamant du marxisme dénonçant les régimes politiques de type soviétique ou encore les "trahisons" supposées de la social-démocratie* » (pp. 6 et 7). Il existerait donc un « *marxisme-léninisme stalinien* » qui, un peu plus loin devient « *une doctrine stalinienne du marxisme* », puis « *un marxisme stalinien* » et enfin une « *synthèse stalinienne* » du marxisme!

Evoquant plus loin le manuel stalinien *Histoire du Parti communiste bolchevik de l'URSS* publié en 1938, en plein déchaînement de la terreur contre-révolutionnaire qu'il a, entre autres, comme fonction de justifier, il affirme qu'il « *fixe la doctrine stalinienne du marxisme pour des décennies* » et ajoute: « *Ce marxisme stalinien, présente une conception de*



Ruines d'un goulag stalinien dans les monts de Verkhoyansk, en Yakoutie (Sibérie orientale).

l'histoire mécaniste, que la postérité jugera sévèrement » (p. 51).

Ainsi pour Jean-Numa Ducange, le stalinisme est une variante, une conception ou une version du marxisme! Evoquant sous un titre curieux *Les critiques du dogme: des marxistes contre le stalinisme* (années 1920-1940), il affirme:

« *Quelques intellectuels et responsables politiques formulent au cours des années 1920 des attaques viscérales, plus ou moins argumentées, contre la synthèse stalinienne.* » (p. 54). En quoi consiste cette « *synthèse stalinienne* », formule qui semble suggérer un enrichissement du marxisme? Mystère, tout comme on ne sait pas en quoi les critiques transformées en « *attaques* » sont-elles insuffisamment (« *plus ou moins* »!) argumentées!

Présenter le stalinisme comme une synthèse, une version ou une conception particulière du marxisme, c'est effacer sa nature contre-révolutionnaire, et oublier que son bavardage pseudo-théorique n'est qu'un camouflage du réel. L'idéologie stalinienne est, en effet, d'abord, un gigantesque camouflage du réel: sous le voile ou d'un imaginaire « *pouvoir des travailleurs* » ou du « *peuple* », elle camoufle l'existence d'une couche parasitaire que le célèbre romancier soviétique Constantin Paoustovski dénonçait le 22 octobre 1956 dans un discours à la maison des prosateurs de l'Union des écrivains où il s'écriait: « *Le problème est que, dans notre pays, existe impunément et prospère même jusqu'à un certain point une couche sociale tout à fait nouvelle, une nouvelle caste de petits-bourgeois. C'est une nouvelle couche de carnassiers et de possédants, qui n'a rien de commun avec la révolution, ni*

avec notre régime ni avec le socialisme. (Voix dans la salle: "Très juste.") *Ce sont des cyniques, de noirs obscurantistes (...). D'où sortent ces profiteurs et ces lèche-bottes, ces affairistes et ces traîtres, qui se considèrent en droit de parler au nom du peuple, qu'en fait ils méprisent et haïssent, tout en continuant à parler en son nom?* »

L'idéologie stalinienne camoufle le pouvoir totalitaire et terroriste de cette bureaucratie parasitaire, qui piétine toutes les libertés, sous le voile d'une imaginaire « *démocratie soviétique* ».

L'idéologie stalinienne camoufle la réalité de l'existence pénible des ouvriers mal payés, mal logés, mal traités et des

paysans logés à une enseigne encore pire sous l'annonce de l'avènement prochain du communisme, c'est-à-dire du règne de l'abondance pour tous.

L'idéologie stalinienne camoufle la brutale législation anti-ouvrière promulguée en particulier à partir de 1938 sous le voile du prétendu socialisme réalisé.

L'idéologie stalinienne camoufle le brutal travail forcé du goulag sous le vocable pédagogique de « *travaux correctifs* ».

L'idéologie stalinienne camoufle la répression qui s'abat sur quiconque manifeste un désaccord sous la couverture d'une chasse aux agents de l'impérialisme étranger.

Ce ne sont là que quelques traits caractéristiques du camouflage de la réalité de la société soviétique que la bureaucratie stalinienne impose à cette dernière, camouflage auquel on ne peut sérieusement attribuer la moindre portée « *théorique* » et donc le moindre rapport avec le marxisme. ■

« Gouverner l'islam en France », de Franck Frégosi

Dans cet ouvrage, est posée une question centrale: est-ce à une république dite « *laïque* » d'organiser une religion ?

Christian Eyschen

Sans flatterie aucune, cet ouvrage est remarquable et je pense qu'il va devenir incontournable pour celles et ceux qui s'intéressent à la question de l'islam en général et de son « *organisation* » en France. Il détaille avec précision les structures de l'islam, ses intervenants, les questions posées et le rôle du pouvoir (quel qu'il soit) dans les vaines et stupides tentatives « *d'organiser l'islam en France* » pour en faire un « *Islam de France* », alors que le réalisme, allié à la démocratie et à la laïcité, ne pourra jamais déboucher – au mieux – que sur la reconnaissance du *fait musulman* en France et non de France.

Tous les gouvernements (de droite comme de « *gauche* ») ont essayé d'instituer une organisation du culte musulman et tous ont échoué et tous échoueront dans le futur. L'ouvrage le montre bien, c'est l'impossible quadrature du cercle. Cela rejoint totalement l'analyse de toujours de la Libre Pensée, il n'y a pas UN culte musulman, mais DES cultes musulmans. Y interfèrent non seulement des sensibilités religieuses différentes et très opposées, mais aussi des pays différents et concurrents, sans compter les enjeux de pouvoir inhérents à toute structure dite « *représentative* » et les querelles de personnes qui ne sont pas rien dans tout ce fatras gouvernemental-religieux (...)

Au vu de cette diversité multiple, comment unifier tout cela dans un seul culte? Il ne reste alors que la voie autoritaire pour essayer d'imposer une vision unique pour n'avoir qu'un « *culte musulman DE France* ». Tour à tour, le pouvoir essaya la solution algérienne, puis marocaine, puis à nouveau algérienne, avec un soupçon de Turquie et un zeste d'Arabie saoudite et de Qatar. Le cocktail est explosif. Le cours actuel de la macronie contre l'Algérie et de séduction du Maroc à propos du Sahara occidental va encore compliquer les tentatives et pulvériser la volonté du pouvoir d'avoir un interlocuteur. Mais ce n'est pas n'importe quel interlocuteur qui est recherché, pas un représentant des musulmans vis-à-vis du gouvernement, mais un domestique subsidié représentant le gouvernement auprès des « *musulmans* ».

Ce n'est pas rien que toutes les tentatives soient pilotées par le ministère de l'Intérieur, c'est-à-dire par la police, car le « *musulman* » est présumé « *terroriste* » par nature et par essence (...).

Tous les gouvernements, se prenant pour Napoléon I^{er} avec la main dans le gilet, veulent rééditer le « *coup de Bonaparte* » avec la religion israélite

FRANCK FRÉGOSI

Gouverner l'islam en France

Éditions du Seuil, 380 pages, 23 €.

(...). C'est la tentation concordataire permanente. (...)

Dans le cas de l'islam, c'est une auguste fadaise que d'envisager une telle chose, le « *concordat musulman* » est une chimère à derrière laquelle tous les gouvernements

courent sans jamais avoir le moindre espoir de la rattraper.

Tout cela est remarquablement démontré par l'auteur qui remarque aussi tous les vices d'un tel impossible projet. C'est un véritable régal à découvrir. Rien ne me semble oublié, et au passage les « *islamologues professionnels* » à la botte du pouvoir (et qui en vivent bien) en prennent largement pour leurs grades. (...) Franck Frégosi présente avec force détails les différentes « *personnalités* » qui jouent dans

la même cour et qui courent pour attraper le *Mickey* des décorations officielles et des subsides, officielles ou pas. Tout est bon à prendre pour eux. Il fait aussi un descriptif des forces politiques et « *associatives* » qui agissent sur une ligne totalitaire et xénophobe et pseudo-laïque, comme le Printemps républicain et la galaxie de tous ceux qui ne représentent rien et qui s'agitent d'autant plus pour faire croire le contraire. Les génies de village autoproclamés veulent faire dire à la laïcité et à la loi du 9 décembre 1905 strictement le contraire de leurs principes de liberté et qui parlent du « *code de la laïcité* » pour faire en fait un nouveau code pénal toujours plus répressif. L'auteur pose la véritable question centrale: est-ce à une république dite « *laïque* » d'organiser une religion? Dès le point de départ, l'échec est inévitable pour cela: « *Quelle est l'efficacité d'une telle politique, contradictoire avec les principes de laïcité pourtant mis en avant? Ne serait-il pas temps d'accorder un rôle aux imams, hommes de terrain jamais consultés? Et au culte une indépendance d'organisation dont bénéficient les autres religions?* » ■

L'intégralité de cette note de lecture est disponible sur [infos-ouvrieres.fr](https://www.infos-ouvrieres.fr)

« Franck Frégosi fait aussi un descriptif des forces politiques et « *associatives* » qui agissent sur une ligne totalitaire et xénophobe et pseudo-laïque, comme le Printemps républicain. »

INFORMATIONS OUVRIÈRES
Tribune libre de la lutte des classes,
hebdomadaire du POI. Dans le cadre
de sa tribune libre, *Informations ouvrières*,
fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité
de s'exprimer librement à tout groupement

ou formation politique qui entend sincèrement
combattre pour l'émancipation des travailleurs.
Cela sous leur propre responsabilité.
L'hebdomadaire est édité par l'association
(loi 1901) Informations ouvrières.
Nicole Bernard, directrice de la publication.

• **Rédacteur en chef :** Yan Legoff.
• **Siège :** 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.
• **Imprimerie :** Digitaprint. 59440, Avesnes/Helppe.
• **Papier :** France/Norvège, recyclé.
• **Tirage :** 10 000 exemplaires.
• **Commission paritaire :** 0929 C 85410.
• **ISSN :** 0813 9500.

• **Rédaction :** *Informations ouvrières*,
87, rue du Faubourg-Saint-Denis,
CS 30016 - 75479,
Paris CEDEX 10.
Tél. : 01 48 01 88 20.
E-mail : informations-ouvrieres@iomago.fr

• **Administration,**
abonnements, commandes :
Tél. : 01 48 01 88 22 ;
01 48 01 88 41.
E-mail : administration-io@iomago.fr
• **Dépôt légal :** à publication.

L'HUMEUR
de Michel Sérac

**Guerre, retraite
à 70 ans, privations :
le bourrage de crâne
militariste commence !**

Puisque nous avons un nouveau
matamore, un nouveau
Paul Reynaud à l'Elysée,
puisque la propagande
mortifère commence – l'armée
française serait prête à la guerre
« *comme elle l'a montré
en Afrique (!)* », hâtons-nous
de rappeler l'histoire (1).
Hâtons-nous : la censure aiguise
ses crocs sur Jean-Michel
Aphatie, coupable de vérité
sur les massacres coloniaux en
Algérie ; la délation macroniste
montre son groin, traitant LFI
de « *cinquième colonne* » (2),
refuser la retraite à 70 ans
« patriotique » réclamée par le
patronat rend suspect d'entrave
à l'effort de guerre. La dernière
fois que la bourgeoisie française
a poussé notre peuple dans une
guerre (et les militants dans les
prisons) que s'est-il passé ?
Pendant qu'un million et demi
de soldats perdaient leur
jeunesse dans les camps
d'Allemagne, l'état-major
français, Juin, Darlan, Pétain,
etc. ravitaillait et aidait de son
mieux... l'armée allemande.
L'Etat français « *souhaitait
la victoire de l'Allemagne* » ;
en novembre 1942, en Afrique
du Nord, les généraux français,
respectant leur accord
avec Hitler firent tuer
1 825 soldats français,
américains, britanniques .
Le jour même de la « *Victoire* »
(8 mai 1945), obtenue avec une
majorité de soldats du Maghreb
et d'Afrique subsaharienne,
la France coloniale déchaîna
l'horrible massacre des civils
algériens, pour les punir
de revendiquer *leur patrie
indépendante*. La censure
frappe Jean-Michel Aphatie
en 2025 pour avoir rappelé
ce fait historique !
*Les ennemis des travailleurs
français et immigrés* ne sont pas
les travailleurs russes ou
chinois. Ce sont les ultra-riches,
exploiteurs et menteurs, de la
classe capitaliste française.

(1) Paul Reynaud, chef du gouvernement en
juin 1940, resta célèbre par sa fanfaronnade,
« *Nous vaincrons parce que nous sommes les
plus forts* », juste avant la cuisante défaite.
(2) Ce terme, employé pour la première fois
par un officier franquiste, désigne les partisans
infiltrés d'un ennemi étranger, ou du camp
adverse. « *La cinquième colonne dans notre
pays, aujourd'hui, c'est LFI* » a dit Rodwell,
député versaillais (la ville et les idées réaction-
naires), contre Manon Aubry, qui refusait les
sacrifices populaires pour la guerre.



**Faites-le savoir !
Les nouveaux chiens de garde**

« **L**es Nouveaux Chiens de
garde », c'est le titre d'un
ouvrage concernant la presse
aux ordres. D'une actualité
brûlante. A la télé et sur les radios,
impossible d'échapper à la propagande
déchaînée. Franceinfo a titré « *Macron
au centre de la vie politique* ». Sur d'au-
tres chaînes, on retrouve les mêmes
affirmations.
Un président rejeté, méprisé, haï qui,
pour tenter de se préserver, joue la
carte de la peur avec le soutien de nom-
breux responsables politiques et

médias unanimes. Cela frise le délire.
Un expert militaire a été interrogé sur
le chemin que prendraient les chars
russes pour arriver à Paris.
Un autre explique que les bombes
nucléaires françaises sont vingt fois
plus puissantes que celles lancées sur
Hiroshima et qu'une seule détruirait
tout Moscou.
Macron se présente en va-t-en-guerre
excité au risque de ressembler à Louis
de Funès dans ses films.
A part la France insoumise, rares sont les
voix discordantes. Quelques-unes mal-

gré tout dénoncent la manipulation et le
mensonge. C'est exactement de cela
dont il s'agit. Avec l'union nationale, il
s'agit de faire passer toutes les mesures
anti-ouvrières exigées par le patronat.
Les retraites, l'école, l'hôpital doivent
être bradés au nom de la guerre.
Aucune union avec les exploiters !
Aucune union avec Macron !
Mais oui à l'union des travailleurs et de
la population pour s'opposer à cette
marche à l'abîme. **Lucien Gauthier ■**

Je m'abonne à INFORMATIONS OUVRIÈRES

Sur www.infos-ouvrieres.fr/abonnements

De nombreuses formules
au choix :
100 % numérique
ou
numérique + journal papier

ou en renvoyant ce formulaire qui ne donne droit qu'au journal papier

Par prélèvement mensuel : 7 euros
 11 euros pour les plis clos
 Par prélèvement mensuel avec soutien : euros

(Les prélèvements ont lieu en fin de mois. Dater et signez l'autorisation de prélèvement ci-contre en joignant un relevé d'identité bancaire ou postale. Vous pourrez suspendre à tout moment ces prélèvements par simple lettre.)

12 n°s : 20 euros 6 mois (25 n°s) : 35 euros
 1 an (51 n°s) : 70 euros 1 an, pli clos : 135 euros

Remplir lisiblement et en lettres CAPITALES

Comité :
Département :

NOM, Prénom
N° : Rue, bd, av, etc. :
Nom de la voie :
Code postal :
Ville :
Email :

Bulletin à renvoyer à :
Informations ouvrières, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479
Paris Cedex 10. Chèque à l'ordre d'Informations ouvrières.

Mandat

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez *Informations ouvrières* à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte conformément aux instructions d'*Informations ouvrières*. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée : dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé, sans tarder et au plus tard dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé, et vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.

Date :
Signature (obligatoire) :
.....

IMPORTANT : n'oubliez pas de joindre un relevé d'identité bancaire ou postale, de dater et signer votre autorisation de prélèvement.
Numéro ICS : FR69ZZ442543
Cadre réservé à l'administration du journal.